CONSEIL COMMUNAL

PROCÈS-VERBAL N° 3/2021
SÉANCE DU 14 OCTOBRE 2021 A 20H.00
CENTRE DES SPORTS DE VILLARS

A nouveau soumis au respect de la distanciation entre les personnes, en raison d'une situation sanitaire qui se détériore, le Conseil communal doit se dérouler au Centre des Sports de Villars. La liste des présences fait office de document de traçage. Les membres du Législatif et de l'Exécutif sont soumis au port obligatoire du masque. Le public est restreint aux proches de la lauréate du Mérite boyard 2021 remis ce soir.

Les consignes à observer durant la séance sont rappelées, à savoir que chaque intervenant.e muni.e de son masque se déplacera à l'avant de la salle pour prendre la parole. La désinfection du pupitre et du micro sera opérée par l'Huissière, après chaque passage, idem après celui des rapporteurs des commissions.

En préambule aux délibérations, la parole est donnée à M. le Syndic Patrick TURRIAN afin qu'il procède au cérémonial de la remise du Mérite boyard 2021 attribué à Mme Camille SCHERRER, artiste designer vaudoise renommée, domiciliée à Forchex.

Sur proposition de la Commission communale « Culture, Nature et Patrimoine » et du Groupement des intérêts économiques Villars-Ollon (GIEVO) le Mérite boyard 2021 a été décerné à cette artiste que la presse unanime couvre d'éloges. Celle qui est surnommée la Geek Heidi, la Fée du Design, l'Exploratrice du cybermonde ou encore la magicienne de la poésie informatique, aime avant tout ce qui est « monstre populaire ». Mme SCHERRER s'est dite très honorée et émue de recevoir ce prix de la part de la Commune d'Ollon et remercie M. le Syndic pour ses bons mots et les cadeaux remis.

Après quelques photos et le départ de Mme SCHERRER, la séance du Législatif débute par la procédure d'appel demandée par Mme la Présidente qui dénombre 61 présents et 9 excusés.

1. Adoption de l'ordre du jour

Suite au dépôt de deux postulats reçus le 12 octobre 2021 pour l'un et le 14 octobre 2021 pour le second, Mme la Présidente Céline PINI propose, les ajouts suivants à l'ordre du jour :

- 10.a Postulat du Conseiller Léonard FARINE intitulé « Villars, station de ski modèle dans le domaine de la gestion des déchets »

- 10.b Postulat de M. le Conseiller Emmanuel ESTOPPEY intitulé « Ollon – Villars s'engage pour le climat ».
- 10.c Propositions individuelles

A main levée, l'Assemblée approuve ces modifications avant d'accepter l'ordre du jour qui se présente dès lors comme suit :

1. Approbation de l'ordre du jour

2. Assermentation d'une Conseillère et d'un Conseiller

3. Communications du Bureau du Conseil

4. Approbation du procès-verbal de la séance du 18 juin 2021

5. Préavis N° 2021/08 : Autorisations générales pour la législature 2021-2026
Rapport de la Commission des finances

Préavis N° 2021/09 : Indemnisation des membres de la Municipalité et du Conseil communal pour la législature 2021-2026
Rapport de la Commission des finances

Préavis N° 2021/10 : Arrêté d'imposition 2022
Rapport de la Commission des finances

Préavis N° 2021/11 : Révision du plan fixant la limite des constructions
Rapport de la Commission des zones

Préavis N° 2021/12 : CHESIERES, Les Perreuses - Modification de la servitude passage public à pied
Rapport de la Commission des zones

Préavis N° 2021/13 : OLLON - ECA 440 - Hôtel-de-Ville - Travaux d'assainissement des conduites d'eaux usées du séparateur à graisse et rafraîchissement des locaux
Rapport des Commissions

6. Nomination du Vice-président du Conseil communal

7. Nomination d'un membre à la Commission de gestion

8. Nomination d'un membre au Conseil intercommunal du Stand de tir des Grandes Iles d'Amont

9. Communications municipales

10.a Postulat du Conseiller Léonard FARINE intitulé « Villars, station de ski modèle dans le domaine de la gestion des déchets »

10.b Postulat de M. le Conseiller Emmanuel ESTOPPEY intitulé « Ollon – Villars s'engage pour le climat »

10.c Propositions individuelles

2. Assermentation d'une Conseillère et d'un Conseiller

Mme la Présidente Céline PINI demande à l'Assemblée de se lever avant de procéder, selon le cérémonial d'usage, à la prestation de serment de Mme Annick BONZON ANNER et de M. Romain BALMER élus dans les rangs du parti Libéral-Radical qui étaient absents et excusés lors de la cérémonie d'installation des Autorités de la législature 2021-2026, le 11 juin dernier.

3. Communications du Bureau du Conseil

En hommage au papa du Conseiller Philippe RUCHET et du grand-papa du Conseiller Jeremy PARIS, récemment décédés, l'Assemblée est priée de se lever pour observer une minute de silence.

- Mme la Présidente Céline PINI communique les dates des prochains Conseils qui auront lieu les vendredi 17 juin 2022, jeudi 13 octobre 2022 et jeudi 15 décembre 2022 afin de respecter, pour ce dernier, la teneur de l'art. 104 du règlement du Conseil communal et de l'art. 109 du Règlement sur la comptabilité des Communes qui stipulent que le vote du Budget intervienne avant le 15 décembre.

- Mme la Présidente annonce que le Bureau a reçu la démission de M. Patrick VIRET de la Vice-Présidence du Conseil et de M. Raphaël COSSETTO de la Commission de Gestion. Il y a lieu de préciser que le premier nommé avait accepté d'être élu à la Vice-présidence du Législatif pour pallier l'absence, suite à un imprévu de dernière minute à la cérémonie d'installation des Autorités, de M. Romain BALMER qui était prévu initialement à ce poste. Quant à M. COSSETTO, ce sont des raisons professionnelles qui le poussent au renoncement de son mandat dans ladite commission. Leur remplacement interviendra aux points 6 et 7 du présent ordre du jour.

- Mme la Présidente communique la composition du Bureau Electoral permanent pour la législature 2021-2026 :

Responsable :		M. Serge VUADENS, Forchex
Adjoint	:	M. Alain BURNIER, Ollon
Membres permanents :		Mme Christiane JOURDAIN, Ollon
		Mme Micheline PERRIER, St-Triphon
		Mme Anne-Catherine BOVEL, Ollon
		Mme Cora AZY, Chesières
		M. Roberto VALTERIO, Ollon
Remplaçantes :		Mme Maria DUARTE, Ollon
		Mme Paulette BURNIER, Ollon

La Présidence et la Vice-Présidence de ce Bureau est identique à celle du Bureau du Conseil, selon le tournus annuel. La Secrétaire et l'Huissière du Conseil participent également aux opérations de dépouillement.

4. Adoption du procès-verbal de la séance du 18 juin 2021

Mme la Présidente demande si un membre de l'Assemblée souhaite la lecture du procès-verbal du 18 juin 2021 ou lui apporter une modification. Aucune intervention n'étant sollicitée, Mme PINI le soumet à l'approbation du Législatif qui l'accepte à main levée et à la majorité évidente (1 abstention).

5. Préavis n° 2021/08 - Autorisations générales pour la législature 2021-2026

M. Dominique DIETRICH donne lecture du rapport de la Commission des finances dont les conclusions corroborent celles du préavis municipal, à l'unanimité de ses membres délibérants.

La discussion est ouverte :

Selon M. Stéphane COSANDEY, les instituts bancaires, financiers et les entreprises à capital-actions sont de plus en plus sollicités par leurs actionnaires ou sociétaires pour que leurs investissements fournissent une garantie d'engagement éthique et de responsabilité environnementale, en plus de garanties financières solides. Dès lors, M. le Conseiller, dépose un amendement relatif au chapitre 3 du préavis 2021/08, dont la teneur est reproduite ci-après, dans son intégralité :

« J'ai donc l'honneur, au vu de ce qui précède, de soumettre au Conseil l'amendement suivant :

Chapitre 3 – Placement de capitaux et liquidités (nouveau) :

Une autorisation générale de placer les disponibilités de la Commune auprès d'établissements bancaires, de Postfinance, d'assurances, de collectivités publiques ou d'entreprises établies en Suisse offrant de solides garanties financières, ***éthiques et environnementales. »***

M. Stéphane COSANDEY explique que son amendement vise à adjoindre les termes *« éthique et environnemental »* à ce chapitre.

M. le Syndic Patrick TURRIAN répond que toutes les liquidités de la Commune sont placées auprès de Postfinance et de la Banque Cantonale Vaudoise. La Municipalité n'a pas l'intention de changer cette pratique et estime qu'il y a peu de moyens pour savoir si Postfinance et la BCV répondent à tous les critères souhaités par l'amendement de M. COSANDEY. Il précise qu'il n'a jamais été question d'investir les liquidités du ménage communal dans de la crypto monnaie. M. le Syndic rappelle que la Commune est actionnaire de Romande Energie et des Forces Motrices de l'Avançon, de longue date. Il en va de même pour la Société du gaz de la plaine du Rhône qui alimente tout le territoire boyard, de St-Triphon à Bretaye, en biogaz uniquement. M. TURRIAN précise que c'est une volonté de l'Exécutif de conserver ces actions considérées comme du patrimoine communal. En ce qui concerne les propositions de M. COSANDEY, il laisse l'Assemblée libre de son choix.

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente soumet l'amendement de M. COSANDEY au vote du Législatif.

A main levée, par 19 oui, 34 non et 5 abstentions, l'amendement est refusé.

Mme la Présidente passe maintenant au votre du préavis, après en avoir lu les conclusions.

Ainsi, à main levée, par 52 oui, 3 non et 6 abstentions

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- vu le préavis municipal n° 2021/08 ;
- ayant entendu le rapport de la Commission désignée pour étudier cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour ;

DÉCIDE

d'**ACCORDER** à la Municipalité, pour la période législative du 1er juillet 2021 au 30 juin 2026, les autorisations générales suivantes :

1. Acquisition et aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières

1.1 une autorisation générale de procéder à des acquisitions d'immeubles et de droits réels immobiliers jusqu'à concurrence de **Fr. 150'000.--** par année et **Fr. 500'000.--** au maximum pour les acquisitions durant la législature 2021-2026,

1.2 une autorisation générale de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers jusqu'à concurrence de **Fr. 50'000.--** au plus, par cas, charges éventuelles comprises, pour la législature 2021-2026.

2. Acquisition de participations dans des sociétés commerciales :

une autorisation générale de procéder à l'acquisition de participations dans des sociétés commerciales jusqu'à concurrence de **Fr. 20'000.--** par cas et maximum **Fr. 100'000.--** par année, charges éventuelles comprises. Autorise, à cet effet, la Municipalité à porter le coût de chaque acquisition d'immeubles et de participations respectivement au débit du poste de bilan 9123 – Terrains et bâtiments du patrimoine financier et du poste de bilan 9153 – Titres et papiers-valeurs.

3. Placement de capitaux et liquidités (nouveau) :

une autorisation générale de placer les disponibilités de la Commune auprès d'établissements bancaires, de Postfinance, d'assurances, des collectivités publiques ou d'entreprises établies en Suisse offrant de solides garanties financières.

4. Comptes d'attente pour frais d'études d'investissement du patrimoine administratif :

une autorisation générale pour ouvrir des comptes d'attente pour la comptabilisation de certains frais d'études qui ne pouvaient être prévus au budget de fonctionnement, ceci jusqu'à concurrence de **Fr. 100'000.--** au maximum par cas.

5. Compétences financières de la Municipalité pour l'engagement de dépenses imprévisibles et exceptionnelles, pouvant se présenter en cours d'exercice :

une autorisation générale d'engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles hors budget jusqu'à concurrence de **Fr. 50'000.--** au maximum par cas.

6. Autorisation générale de plaider :

   une autorisation générale pour plaider devant toutes les autorités judiciaires, administratives ou arbitrales, à concurrence de **Fr. 100'000.--** lorsque la Commune d'Ollon est demanderesse (requérante), dans tous les cas lorsqu'elle est défenderesse (intimée).

7. Legs, donations et successions :

   une autorisation générale permettant à la Municipalité d'accepter des legs et des donations, ainsi que des successions qui devront préalablement avoir été soumises au bénéfice d'inventaire.

Ces autorisations sont valables pour la durée de la législature, soit du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2026. Elles viendront toutefois à échéance 6 mois après la fin de la législature, soit au 31 décembre 2026 (art. 4, al. 2 LC).

5. Préavis n° 2021/09 - Indemnisation des membres de la Municipalité et du Conseil communal pour la législature 2021-2026

M. Jean-François THEUBET donne lecture du rapport de la Commission des finances dont les conclusions corroborent celles du préavis municipal, à l'unanimité de ses membres votants. A noter que M. Quentin RACINE membre de la COFI ayant participé aux discussions du Bureau, s'est abstenu.

La discussion est ouverte :

M. Pierre Meylan annonce qu'il dépose un amendement et s'en explique. Il dit comprendre la volonté de la Municipalité de reconnaître et de tenir compte de la durée variable de certaines séances de commission et de l'élaboration des rapports inhérents, en rétribuant les personnes impliquées au temps et non selon un forfait. Selon ses dires, cette proposition soulève toutefois des questions quant à la manière de calculer le temps consacré au traitement des objets et des rapports en découlant. Il estime qu'il y a lieu d'élaborer un protocole. En effet, il s'interroge sur la notion de Fr. 30.-- de l'heure, en ces termes : *« Est-ce une heure pleine ? si une séance dure 1h.30 que doit indiquer la ou les personnes impliquées : 1h.00 ?1h.30 ? ou 2h.00 ? Se mettront-elles d'accord ? dans tous les cas, il faudra que l'on connaisse la durée. Si un rapport exige à son rédacteur de fournir une explication écrite, cela lui prendra du temps supplémentaire. Le cas échéant, un organe de contrôle devra lire l'argumentaire. S'il doute de la durée annoncée, que fera-t-il de ce constat ? Cela peut décontenancer. S'il n'y a pas d'évaluation, il n'y a pas de rapport. Il faut reconnaître que certaines tâches nous surprennent par leur ampleur ou leur durée, d'autres se résolvent vite et in fine une moyenne s'établit. Finalement, la fréquence relativement faible des séances et des rapports à rédiger par personne ne justifie pas un tarif à l'heure comme cela conviendrait pour une activité disons hebdomadaire. Le forfait peut certes parfois décevoir. Il a le mérite que chacun le connaît et le reconnaît, qu'il est invariable. Dispense de contrôle et/ou d'argumentation. En conclusion, conformément aux échanges lors de la séance du parti socialiste, du 11 octobre, nous militons pour le maintien des forfaits adaptés à l'évolution des autres augmentations de traitements présentés dans ce préavis.*

J'ai donc l'honneur, au vu de ce qui précède, de soumettre au Conseil l'amendement suivant :

1. *De maintenir le principe des forfaits pour les Membres des commissions du Conseil communal et le Membre du Bureau du Conseil*
2. *D'augmenter de 10%, dans une proportion linéaire ces forfaits, à savoir :*
   - *Fr 55.- / séance du soir*
   - *Fr 110.- / séance d'une ½ journée*
   - *Fr 220.- / séance d'une journée*
   - *Fr 55.- / rapport préavis de commission*
   - *Fr 110.- / rapport de la commission des finances (COFI) pour comptes et budget*
   - *Fr 220.- / rapport de la commission de gestion (COGE)*
   - *Fr 55.- / séance pour le Membre du Bureau du Conseil »*

Mme la Présidente prend acte de cet amendement tout en soulignant à son auteur que la proposition émane du Bureau du Conseil, cela étant de sa compétence, et non de la Municipalité.

Pour M. Dominique DIETRICH, membre de la Commission des finances, il lui semble que c'était une proposition consensuelle entre tous les partis au terme d'une discussion. Il aimerait donc connaître l'avis des personnes qui y ont participé et les raisons qui ont motivé ce changement de mode de faire. M. le Conseiller aimerait recevoir des explications de leur part.

M. Quentin RACINE, qui a participé au groupe de travail réunissant le Bureau du Conseil et les représentants des 4 partis politiques, répond qu'effectivement c'est à l'unanimité que les membres de cette commission étaient d'accord sur ce changement de paradigme. Après avoir souligné que toutes les indemnités ne sont pas passées au tarif horaire, il explique que chacun s'est exprimé et que la réflexion s'est rapidement centrée sur le principe d'une certaine justice ou équité à indemniser le travail des commissions selon un tarif horaire, en partant du constat que toutes les commissions, quoiqu'on en dise, ne se valent pas au niveau temporel. En effet, il y en a où des experts sont entendus, qui peuvent durer toute une soirée. Ce genre de commission engendre ainsi un travail plus conséquent qu'un rapport de quelques lignes sur un préavis pour lequel il n'y a rien à s'opposer. C'est pour cette équité-là que la proposition a été validée. Celle-ci a également été discutée à la Commission des finances et, au final, il paraissait plus juste de procéder de cette manière. M. le Conseiller convient que cela implique peut-être quelques lourdeurs administratives supplémentaires et c'est d'ailleurs pour cela que la Commission des finances souhaite que le Bureau se détermine très clairement sur les questions soulevées par M. le Conseiller MEYLAN. Est-ce qu'une demi-heure équivaut à une heure etc., est-ce que la personne qui arrive en retard est décomptée dans sa globalité ou pas, cela mérite effectivement des précisions. Cependant, M. RACINE considère que si l'on s'arrête sur le seul argument de dire que cela va faire du travail supplémentaire, il croit *« que l'on est quand même mal parti pour le reste de notre travail ! »*

Mme Eliane FAILLETAZ ne pense effectivement pas qu'il faille s'arrêter à cette surcharge de travail. Par contre, elle explique que ce qui est apparu aux membres du parti socialiste, de façon très claire, c'est que durant les 5 ans de législature, chacun est, une fois ou l'autre, confronté à un rapport ardu qui prend du temps mais qui est

compensé par d'autres fois où les rapports qui sont moins longs. Au vu de ce constat, il leur a semblé que cela s'équilibrait sur la législature et qu'il n'y avait pas besoin de compliquer la tâche. De l'avis général, le forfait contente tout le monde, partant du fait qu'une si une fois les Fr. 50.-- pouvaient paraître modestes en regard du temps consacré, c'était compensé sur toute la législature. Mme la Conseillère indique encore que pour le parti socialiste, le but n'est pas de se faire un peu d'argent avec les commissions. L'argument financier ne lui paraît pas évident et le nouveau système un peu compliqué. Voilà en substance les réflexions qui ont été longuement discutées au sein du groupe.

Mme Marie OULEVEY CIOMPI part du principe que l'amendement n'est pas accepté et que l'on pourrait faire un bilan à la fin d'une année pour analyser quelles sont les répercussions financières et organisationnelles de ce changement.

M. Robert SCULATI dit bien comprendre la volonté d'équité proposée et qu'il la soutient. Par contre, il trouve la tarification horaire compliquée engendrant trop de lourdeur administrative. A son avis, il faudrait presque un règlement d'application pour cadrer différents points tels que : la détermination des maximums : 3, 4 ou 5 heures pour une soirée ? Si des abus sont constatés, qui va les gérer ? Que va-t-on faire en pareil cas ? que mettre en place pour éventuellement pénaliser les gens qui auraient triché ? faudra-t-il leur demander de remplir les heures de manière différenciée pour être sûr que tout le monde est honnête afin d'éviter que quelqu'un mette 5 heures et l'autre 2h.00 ? Selon M. le Conseiller, cette méthode est complexe et il faut une très grosse confiance pour être sûr que tout le monde « joue le jeu ». Personnellement il se pose beaucoup de questions sur cette charge administrative. M. SCULATI considère que le forfait appliqué jusqu'à maintenant était tout à fait correct pour ce travail de milice.

Mme Catherine FLÜTSCH dit avoir testé ce mode de faire puisqu'elle était en charge d'un rapport de commission pour ce Conseil. Selon ses dires, elle indique qu'il lui a été facile de compter le temps passé en séance mais beaucoup plus compliqué de déterminer le temps passé à écrire le rapport. Elle explique l'avoir rédigé en plusieurs séquences puis de l'avoir envoyé à ses collègues dont certains l'ont complété. Elle précise encore que l'amendement présenté a été rédigé par un autre membre de la commission. Mme la Conseillère évoque une collaboration intense au sein de cette commission et aurait beaucoup de peine à dire le temps réellement consacré. Elle indique l'avoir estimé à 2 heures. Elle reconnaît qu'elle a complètement oublié de noter son temps de travail. Pour Mme FLÜTSCH *« franchement c'est impossible à compter »* car *« si les séances c'est comptable, ce que l'on écrit c'est vraiment très difficile, vous verrez quand vous serez confrontés vous-même, ce n'est pas facile de savoir quoi mettre ! »*

Mme la Présidente précise que le Bureau donnera des consignes bien claires pour ces indemnités et s'occupera de gérer ce travail.

Aucune autre intervention n'étant souhaitée, Mme Céline PINI passe au vote relatif à l'amendement déposé par M. Pierre MEYLAN.

A main levée, par 18 oui, 24 non et 15 abstentions l'amendement est refusé.

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente Céline PINI relit les conclusions du préavis avant de les soumettre au vote de l'Assemblée.

A main levée, par 54 oui, 1 non et 6 abstentions

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- vu le préavis municipal n° 2021/09,
- entendu le rapport de la Commission chargée de l'étude de cet objet,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

DÉCIDE

1. de **FIXER**, pour la législature 2021-2026, les indemnités de la Municipalité selon les mêmes principes que la dernière législature, soit :

	Syndic	Municipaux
Traitement annuel fixe (indexé)	77'970.--	58'477.--
Vacances	taux officiels selon âge	
Vacations forfaitaires	13'000.--	7'000.--
Vacations extraordinaires ½ journée (plus de 2h30)	100.--	Supprimé
Vacations extraordinaires 1 journée	200.--	Supprimé
Indemnités kilométriques	0.70	0.70

2. de **FIXER** le montant des indemnités allouées aux membres du Conseil communal pour la législature 2021-2026 comme suit :

Fonction	**2021-2026**
Président du Conseil communal	Fr. 3'800.--/an
Vice-Président du Conseil	Fr. 700.--/an
2ème Vice-Président du Conseil	Fr. 50.--/représentation/discours
Membres du Conseil communal	Fr. 50.-- par séance
Secrétaire du Conseil communal	Fr. 12'500.--/an
	Fr. 500.--/an (forfait annuel pour déplacement, impressions et communications)
Huissière du Conseil communal ou son remplaçant	Fr. 30.--/heure + vacances
Membres des commissions du Conseil communal	Fr. 30.--/heure
Membre du Bureau du Conseil	Fr. 30.--/heure
Scrutateur - Bureau de vote (votation)	Fr. 20.--/heure
Scrutateur - Bureau de vote (élection)	Fr. 100.-- (forfait journalier)
Responsable du bureau de vote	Fr. 20.--/heure ou Fr. 100.-- + forfait de Fr. 50.--

M. Pierre MEYLAN demande le détail du vote de l'amendement car il lui semble que l'addition du nombre de votants ne correspond pas à celui des membres présents.

M. Timothée VODOZ, scrutateur du Bureau, indique que la différence provient du fait que les 2 scrutateurs et la Présidente n'ont pas voté car ils étaient occupés au comptage des mains levées.

M. Pierre MEYLAN répond que malgré tout le compte n'arrive pas à 61 présents.

M. VODOZ et la Secrétaire expliquent et confirment qu'il y a des Conseillers et/ou des Conseillères qui ne votent pas.

M. Pierre MEYLAN se dit surpris et M. Robert SCULATI réplique qu'il n'est pas possible de ne pas voter. A son avis il s'agit d'abstention.

Face à ce doute, la Secrétaire prend l'exemple d'une personne qui ne dépose pas son enveloppe de vote lors d'une votation. De ce fait, aucun vote ne peut être enregistré.

5. Préavis n° 2021/10 - Arrêté d'imposition 2022

M. Julien CORNAMUSAZ donne lecture du rapport de la Commission des finances dont les conclusions corroborent celles du préavis municipal, à l'unanimité de ses membres délibérants.

Mme la Présidente propose d'énumérer les articles du règlement et que les interventions souhaitées se fassent au fur et à mesure.

Ainsi, à l'article 7b, Mme Eliane FAILLETAZ dépose un amendement dont l'argumentaire est retranscrit ci-après dans son intégralité :

« Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Municipaux,
Chers collègues,

J'ai relu avec attention l'intervention du conseiller Balmer lors du dernier Conseil du 18 juin 2021 concernant l'arrêté d'imposition 2022. L'argumentaire présenté porte sur 4 axes principaux :

1. *Cet impôt est anachronique.*
2. *Seuls 3 cantons le perçoivent encore.*
3. *Cet impôt est rédhibitoire quant à l'installation de contribuables aisés dans notre commune.*
4. *Cet impôt est aléatoire et peu rémunérateur.*

Afin d'expliquer mon opposition à cette suppression de l'impôt sur les successions, je vais brièvement reprendre ces points.

1. *Oui, en effet cet impôt date de l'époque de la Révolution Française, de la République Helvétique pour être tout à fait précis. Est-ce pour cela qu'il est*

nécessaire de le supprimer ? Pour rappel, la Déclaration universelle des Droits de l'Homme date aussi de cette période et on ne parle pas de l'abolir.

2. *Seuls 3 cantons suisses perçoivent l'impôt sur les successions : VD, NE et AI. Et dans ces cantons, toutes les communes ne le pratiquent pas. C'est juste. Cependant, dans notre district, Aigle, Bex, Corbeyrier, Gryon, Lavey, Ormont-dessous, Roche, Villeneuve et Yvorne le perçoivent. Et ce n'est pas parce que l'on est minoritaire que l'on est forcément dans l'erreur.*

3. *Cet impôt empêche absolument (C'est la définition donnée par le Larousse pour le terme rédhibitoire) l'installation de contribuables aisés sur notre territoire communal. Monsieur Balmer a-t-il des chiffres à ce sujet ? J'ai retrouvé ceux du Conseil d'Etat de 2004 à propos d'une votation sur le même sujet, la suppression de cet impôt. Sur 4'000 rentiers disposant d'une fortune de 2 millions, seuls 5 d'entre eux ont déménagé pour cette raison. Par ailleurs, le manque à gagner de cette suppression pour le canton nécessiterait la venue de 1300 nouveaux citoyens disposant d'une fortune de 5 millions chacun pour qu'il soit compensé. (Chiffres trouvés sur le site du Département d'économétrie et économie politique, HEC Lausanne, le 24 mars 2004).*

4. *Cet impôt est aléatoire : en effet, on ne dispose pas de chiffres précis avant les comptes de fin d'année. Mais c'est la même chose pour d'autres impôts, dont celui sur les gains immobiliers et les droits de mutation.*

   Il est peu rémunérateur. C'est juste aussi. Si je prends l'exemple d'un héritage en ligne directe descendante d'une valeur de 252'000 fr (minimum pour payer un impôt sur la succession), l'impôt cantonal s'élève à 47.90 et celui prélevé par Ollon à 24 francs. Total : 71.90 fr d'impôt soit 0,019 % du montant hérité. Le maximum de prélèvement s'applique aux fortunes de plus de 1,3 millions de francs et s'élève à 3.5% de l'héritage.

   D'autres arguments peuvent encore être avancés :

- *Pour moi cet impôt est équitable : il est prélevé sur l'héritage donc sur une somme qui ne provient pas du travail de celui qui la reçoit. Le travail est imposé, les gains en loterie sont imposés, les gains immobiliers sont imposés, cela ne me choque pas que l'on prélève un tout petit pourcentage sur un montant reçu sans contrepartie. De plus, les gains en capitaux ne sont pas imposés : or, les grosses fortunes viennent souvent de ces transactions, lors de la transmission aux générations suivantes, il me paraît juste d'en prélever une partie.*

- *Si l'on se prive de 5% en moyenne de la marge d'autofinancement de la Commune (ce sont les chiffres donnés dans le préavis), il faudra les trouver ailleurs. Où ? Introduire un nouvel impôt ? OU dans quel domaine va-t-on réduire les dépenses ? Mystère…*

- *Afin de contourner cet impôt, il y a même la possibilité de léguer une partie de son héritage en donnant à chacun de ses enfants 50'000 francs par an et ceci pour chaque membre du couple, donc 100'000 francs par année sans payer 1 centime d'impôt.*

Pour terminer, Pascal Broulis dans son livre « L'impôt heureux » affirme, je cite : « que l'impôt sur les successions est équitable indolore et économiquement neutre. » Il y

défend son maintien, je cite à nouveau : « Quand bien même de nombreux cantons suisses y ont renoncé. »

Pour toutes ces raisons, je vous propose donc d'amender l'Arrêté d'imposition 2022 à l'article premier, chiffre 7b comme suit :

b) Impôts perçus sur les successions et donations :

en ligne directe ascendante :	*0,50 fr par franc perçu par l'Etat*
en ligne directe descendante :	*0,50 fr par franc perçu par l'Etat*
en ligne collatérale :	*1.00 fr perçu par lEtat*
entre non-parents :	*1.00 fr perçu par l'Etat*

Donc un retour à la situation qui a prévalu jusqu'en 2021.
Les autres parties de l'arrêté restent inchangées.»

La discussion sur l'amendement est ouverte :

M. Julien CORNAMUSAZ dit apprécier la communication de Mme FAILLETAZ sur les chiffres. Il souhaite préciser que pour les fortunes, le but est de rendre attractive la Commune pour des contribuables importants dont la fortune dépasse largement les Fr. 252'000.--. Pour M. le Conseiller, quand Mme FAILLETAZ parle d'un maximum de 3,5 %, c'est l'impôt cantonal auquel il faut rajouter 1,75 % d'impôt communal puisque pour chaque franc d'impôt pris par le Canton, la Commune perçoit actuellement 50 centimes. C'est donc bien sur ce point que le Conseil doit se prononcer aujourd'hui. Il conçoit que, présenté sous l'angle de la prénommée, cela peut paraître inconcevable à certain de « s'asseoir sur 5,2 % d'une marge annuelle d'autofinancement ». Cependant, le but de cette démarche d'exonération n'est pas de faire un cadeau mais bien de rendre la Commune vraiment attractive. Selon M. CORNAMUSAZ, il faut se rendre compte que la Commune a fait de gros efforts en termes d'infrastructures, d'esthétique, de développement du tourisme « 4 saisons », au niveau des écoles tant publique que privées qui contribuent à sa renommée. Il pense que de faire ce petit geste pourrait montrer aussi aux gens qui désirent s'installer à la montagne, qu'ils viennent de Suisse ou d'ailleurs dans le monde, qu'ils sont les bienvenus et que quelque part un effort est fait dans ce sens. M. le Conseiller pense que peut-être la première année il y aura une baisse sur la marge d'autofinancement mais qu'il faut vraiment miser sur du long terme dans l'optique d'augmenter l'attractivité de la Commune et par là les recettes fiscales. M. CORNAMUSAZ précise qu'il a ici exprimé son avis personnel et pas celui de membre de la Commission des Finances.

M. Quentin RACINE souhaite rebondir sur différents points de l'intervention de Mme FAILLETAZ, à savoir qu'il ne faut pas oublier qu'en sus de l'impôt sur la succession, le fisc encaissera un impôt sur le revenu et un impôt sur la fortune. Pour sa part, il considère que *« se gaver comme cela à ce moment de la vie des gens est absolument abjecte »*. Par ailleurs, il rappelle la fameuse bascule d'impôt liée à la reprise intégrale du financement de l'Association vaudoise d'aide et de soins à domicile (AVASAD) dès 2020 par le Canton, qui demandait aux Communes vaudoises de baisser de 1,5 point leur taux d'imposition. Ollon avait refusé de procéder à cette baisse et il pense que l'exonération proposée aujourd'hui, en faveur de la population boyarde doit être acceptée. Il remercie au passage M. Romain BALMER pour sa proposition et la Municipalité de l'avoir prise en compte. De l'avis de M. RACINE, il faut

aller dans ce sens-là, les finances communales le permettent. Il invite donc ses collègues à accepter le préavis tel que présenté par l'Exécutif.

M. le Syndic Patrick TURRIAN, en complément d'information, par rapport à cette exonération, explique que la procédure n'est pas tout à fait celle qui prévaut, car la Municipalité aurait d'abord dû répondre à l'interpellation de M. Romain BALMER puis, proposer au Conseil de modifier le chiffre 7 b. de l'Arrêté d'imposition. Cependant, l'Exécutif a considéré que, vu que le préavis relatif audit Arrêté devait être soumis au Législatif, il était plus simple et plus rapide de procéder de la sorte. M. le Syndic explique également pourquoi la Municipalité est favorable à la suppression de cet impôt sur les successions et qu'elle consent, par-là, à une diminution de la marge d'autofinancement. Il rapporte qu'il s'est entretenu avec plusieurs personnes intéressées à élire domicile sur la Commune. Ce sont des gens qui viennent de Genève, de Zürich ou de l'arc lémanique qui ont pris leur retraite mais qui, lorsqu'ils comparent la charge fiscale d'Ollon, font le constat qu'ils paient moins d'impôt à Zürich ou à Genève. De plus, la remarque récurrente qu'ils formulent est de souligner qu'Ollon perçoit un impôt sur les successions. M. TURRIAN estime que « ce cadeau » pourrait peut-être les faire changer d'avis. La Municipalité est confiante que la perte de ces 5,2 % d'autofinancement pourrait être compensée par l'installation de nouvelles personnes sur le territoire communal. Ce sont peut-être aujourd'hui des résidences secondaires qui pourraient devenir des résidences principales. Comme certainement la plupart des Conseillères et Conseillers, M. le Syndic partage l'avis que le choix de s'installer dans la Commune ne se fait pas seulement pour son taux d'imposition et du fait que l'impôt sur les successions soit supprimé. Une telle décision est prise en regard notamment d'une bonne desserte des transports publics, de bons établissements scolaires, d'une offre de loisirs diversifiée, d'une qualité de vie agréable et d'un environnement qui donnent envie de s'installer dans l'un ou l'autre des villages et hameaux boyards. Il rapporte que lors d'un échange de propos sur la fiscalité avec M. BROULIS, il y a quelques années, celui-ci lui avait dit qu'il fallait laisser plein de petits impôts car *« cela fait mal à presque personne »*... Mais, aujourd'hui, en regard de la charge fiscale qui est devenue très lourde il y a lieu de s'interroger sur cette pratique. En effet, le Canton de Vaud enregistre de nombreux départs de gens aisés qui vont s'installer dans des Cantons voisins. Selon M. le Syndic, cela donne lieu à réfléchir. Il insiste sur le fait que la Municipalité a fait une bonne analyse et une pesée d'intérêts pour estimer que la suppression de l'impôt sur la succession en ligne directe était acceptable pour les finances communales. Mais il invite l'Assemblée à poursuivre le débat et à voter selon la conscience de chacun et de chacune. La Municipalité appliquera la décision prise.

M. Robert SCULATI reprend les propos de Mme FAILLETAZ quant au fait que *« Sur 4'000 rentiers disposant d'une fortune de 2 millions, seuls 5 d'entre eux ont déménagé pour cette raison »*. Selon les dires de M. le Conseiller *« on prend un pari sur l'avenir de perdre un peu de marge d'autofinancement pour, peut-être, avoir une de ces personnes qui viennent s'installer sur la Commune »*. Personnellement il voit le risque d'une augmentation d'impôt pour tous les contribuables parce que cette marge d'autofinancement sera nécessaire. En regard du choix qui doit être opéré ce soir. Il se demande quelle gageure le Conseil est prêt à prendre. Celle d'éventuellement attirer une ou deux hypothétiques grosses fortunes ou celle, dans une année ou deux, d'augmenter l'imposition pour tous les contribuables.

M. Roberto VALTERIO, dans le cas de figure où cet impôt est supprimé, ne voit pas pourquoi, on devrait obligatoirement augmenter les impôts des contribuables si, après 3 ans, il est constaté que l'on ne s'en sort pas financièrement. En effet, puisque le

Législatif doit chaque année se déterminer sur le taux d'imposition, il suffirait simplement de le réintroduire si l'on s'aperçoit que l'on s'est trompé. M. le Conseiller pense que cela vaut la peine de tenter le coup et puis de tirer un bilan dans 3 ans.

M. Emmanuel ESTOPPEY a l'impression qu'il serait préférable de renvoyer ce sujet en commission, vu le débat qu'il suscite. Il estime que c'est un sujet qui mérite une réflexion un peu plus soutenue. S'il comprend bien le ressenti du Conseiller RACINE par rapport à cette période de vie difficile en lien avec une succession, il pense *« qu'elle est plus difficile pour ceux qui ont moins de Fr. 250'000.-- que ceux qui ont plus »*. D'autre part, il estime que le contexte économique actuel n'est pas propice à une baisse d'impôt, même avec la promesse qu'elle pourrait, sur 1 à 2 ans, amener des revenus par l'arrivée de nouveaux habitants plutôt fortunés. D'autre part, M. le Conseiller se dit un petit peu perturbé quand il voit le dynamisme immobilier sur la Commune, qui se porte plutôt bien, ce qui l'amène à penser qu'au niveau des nouveaux contribuables qui viennent s'installer, il n'y a pas trop de problématique par rapport à cela. Pour cette raison, il se demande si le renvoi à l'analyse d'une commission ne serait pas judicieux. D'après ce qu'a dit M. le Syndic précédemment, M. ESTOPPEY croit comprendre que c'est le processus qui aurait dû être suivi pour traiter l'interpellation de M. BALMER.

M. le Syndic répond que l'interpellation de M. BALMER ne devait pas passer par une commission mais que, selon le processus ad hoc, la Municipalité devait lui répondre officiellement. Par contre, M. le Syndic rappelle que ce soir, le Législatif doit impérativement faire le choix d'accepter ou de refuser le préavis pour respecter le délai au 31 octobre imposé par la Loi. Dans un deuxième temps, libre à ses membres de revenir sur ce point puisque chaque année l'arrêté d'imposition doit être avalisé par le Conseil. Selon M. TURRIAN, soit l'Assemblée décide ce soir du statu quo en acceptant l'amendement de Mme FAILLETAZ soit le préavis est accepté tel quel, mais rien n'empêche de reprendre le sujet pour 2023.

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI, pour compléter, souligne que le travail de commission a été fait puisque dans la Commission des Finances chacune des forces politiques est représentée et qu'un rapport a été rédigé. Il relève également qu'il n'y a pas eu de rapport de minorité de la part de ceux qui remettent en question cet impôt, en rappelant que c'est aussi un outil à disposition des Conseillers. Pour M. le Municipal, le travail de commission et de réflexion a été fait, de surcroît à l'unanimité des membres comme indiqué dans les conclusions du rapport. Il précise également que ce n'est pas ce soir que le dossier va pouvoir être renvoyé en commission, ce qui n'est, par ailleurs, pas du tout une procédure prévue dans les attributions du Législatif. Il souligne que la proposition BALMER était connue par tout le monde et qu'une bonne partie du corps législatif siégeait déjà quant l'interpellation a été déposée. Le travail du Législatif avait largement le temps de se faire avant ce soir.

Mme Eliane FAILLETAZ se dit consciente qu'elle a donné passablement de chiffres dans son argumentaire mais que la question finale était de nature philosophique, à savoir : *« est-ce que l'on veut garder cet impôt ou au contraire le supprimer. ? »* et c'est donc bien là un débat gauche-droite. Par ailleurs, elle pense que c'est toujours plus facile de supprimer un impôt que de le réintroduire et, ce même si cette possibilité est réelle. Personnellement, elle tient vraiment à ce que cet impôt soit conservé. En outre, Mme la Conseillère estime que ce n'est pas le bon moment de s'en passer, car la Commune doit faire face à de gros investissements. Pour elle, une diminution de 5,2 % de la marge d'autofinancement n'est pas anodine et sans conséquence. Elle rappelle aussi que les conjoints sont totalement exemptés de cet impôt et que ce sont

les enfants qui sont taxés. Pour cette raison, elle maintient que l'importance de cet impôt est minime puisque prélevé sur une somme héritée *« alors que l'on a pas fait grand-chose »*... Mme la Conseillère se réfère à nouveau au Département d'économétrie et économie politique HEC qui a calculé que sur un héritage de 10 millions, ce sont Fr. 9'650'000.-- qui reviennent aux héritiers ! En regard de ces chiffres, la décision est claire pour Mme FAILLETAZ. Elle considère que le montant perçu par l'impôt qui reviendrait pour moitié dans la caisse communale pour la cohésion sociale, correspond à ses valeurs et c'est pour cette raison, dit-elle, qu'elle a présenté cet amendement.

M. le Syndic Patrick TURRIAN remercie Mme FAILLETAZ et partage son avis sur le fait qu'il s'agit d'un débat gauche-droite. Chacun pourra bien évidemment voter selon sa propre sensibilité mais il se veut rassurant sur la probabilité qu'il y ait de nouveaux citoyens qui viennent s'installer sur le territoire boyard et compensent ainsi la part perdue avec la suppression de l'impôt sur les successions. Selon M. TURRIAN, si la Municipalité présente ce préavis ce soir, c'est qu'elle est confiante dans sa démarche.

M. Robert SCULATI salue la confiance de M. TURRIAN mais personnellement il est plus dubitatif. Comme déjà évoqué, il pense que ce sera Monsieur et Madame Tout-le-Monde qui devront payer davantage d'impôts. Il dit ne pas savoir s'il y a beaucoup de personnes présentes dont les parents ont une grosse fortune à leur léguer. Il pense plutôt qu'il appartiendra à la majorité d'entre elles de payer plus d'impôts si la prédiction optimiste de M. le Syndic ne se réalisait pas !

M. TURRIAN pense que M. SCULATI n'a pas bien retenu les propos de l'intervention préalable de M. VALTERIO indiquant le fait que l'Arrêté d'imposition était chaque année soumis à l'approbation du Législatif. Par conséquent, avant d'envisager une augmentation des impôts, il y aura, comme chaque année à pareille époque, obligatoirement un préavis à traiter. M. le Syndic souligne une nouvelle fois que cette suppression a été réfléchie dans une globalité.

M. Olivier DUBI déclare que le Conseil communal a le pouvoir de décision quant à une augmentation d'impôt alors, même si la Municipalité la propose, il a tout le loisir de ne pas l'accepter.

Pour Mme Eliane FAILLETAZ, si la Municipalité veut augmenter le taux d'imposition, cela veut dire qu'elle a besoin de plus d'argent. Par conséquent, si le Conseil refuse, quelles seront les conséquences au niveau du ménage communal ?

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente soumet au vote l'amendement présenté par Mme FAILLETAZ.

Ainsi, à main levée, par 13 oui, 37 non et 8 abstentions, l'amendement proposé est refusé.

Pour faciliter le comptage des mains levées, M. Roberto VALTERIO suggère aux scrutateurs de se déplacer devant les rangées.

Mme la Présidente Céline PINI reprend l'énumération des articles du règlement lesquels ne suscitent pas d'autre intervention et peut donc soumettre au vote le préavis.

Ainsi, à main levée, par 48 oui, 5 non et 5 abstentions,

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2021/10
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1) d'**ARRETER** pour l'année 2022 le taux d'imposition communal à **68 %** du taux cantonal de base pour les chiffres 1, 2 et 3 de l'Arrêté d'imposition, et sur dit document de ne plus prélever d'impôt sur les successions en ligne directe au chiffre 7 b.

2) de **RECONDUIRE** les autres chiffres et articles sans modification,

3) d'**ADOPTER** ledit Arrêté d'imposition selon le projet déposé.

5. Préavis n° 2021/11 - Révision du plan fixant la limite des constructions

M. Léonard FARINE donne lecture du rapport de la Commission des Zones dont les conclusions, à l'unanimité de ses membres délibérants, corroborent celles du préavis municipal.

La discussion est ouverte.

Mme Eliane FAILLETAZ indique qu'elle a eu énormément de peine à comprendre ce préavis. Elle reconnaît qu'elle n'est pas du tout dans le domaine de la construction mais a peiné au niveau de la lisibilité des documents présentés. Elle a aussi l'impression qu'il y a des erreurs sur les couleurs utilisées pour le dessin des plans. Elle rapporte que des explications reçues en séance de préparation, par un collègue dessinateur, ont été appréciées. Mme la Conseillère aimerait bien, à l'avenir, recevoir des documents mieux présentés. Pour sa part, elle estime que ceux qui ont été remis étaient très flous et pas assez compréhensibles. Elle précise que c'est une critique sur la forme mais pas sur le fond du préavis.

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI prend note des remarques mais il lui semble qu'il y a des légendes qui permettent la bonne compréhension des illustrations. Il relève que les documents et les plans ont été étudiés par la Commission des Zones laquelle n'a pas fait de remarques dans ce sens. M. CROCI TORTI tiendra compte des souhaits de Mme la Conseillère FAILLETAZ pour une prochaine fois.

M. le Municipal profite d'avoir la parole pour faire un point de situation à l'intention des nouveaux membres du Conseil. Il indique que la Commune doit réviser son plan général d'affectation ce qui engendre un énorme travail qui a débuté il y a déjà plusieurs années. En 2017 le Législatif boyard s'était déjà prononcé sur la première partie de ce dossier qui concernait la mise en zone réservée de certains terrains avec pour conséquence le gèle d'une grande partie des zones à bâtir sur le territoire communal. Il rappelle que selon la LAT notre Commune est très largement surdimensionnée en zones constructibles destinées à du logement. C'est une tâche

ardue qui est en cours et M. le Municipal espère pouvoir présenter le nouveau plan général d'affectation d'ici l'année prochaine. Il ne cache pas que les objectifs fixés par le Canton sont extrêmement compliqués à atteindre et qu'il sera quasiment impossible de tous les réaliser. Une séance à ce sujet est d'ailleurs fixée le 24 novembre prochain avec les Services concernés du Département des institutions et du territoire (DIT). Le préavis de ce soir est en quelque sorte une première phase de ce plan général d'affectation et l'une de ses nombreuses couches. Il faut par exemple éliminer toutes les limites qui datent des années 1950/60 et qui empêchent aujourd'hui la rénovation d'une grange ou d'une maison située en bordure de route. Pour remédier à cette problématique, les limites seront fixées en pied de façade. Dans le cas où une démolition sera nécessaire pour une reconstruction de logement il n'y aura donc plus besoin d'observer un retrait par rapport à la route pour respecter les limites.

M. le Municipal indique qu'une autre phase va prochainement arriver puisque les limites des lisières forestières devront être redéfinies et recadastrées en fonction des éléments bâtis sur l'ensemble du territoire communal. Le plan général va lui refixer toutes les zones à bâtir. La Commission des Zones aura par conséquent un gros travail dans les mois à venir. Il explique encore que la Commune est extrêmement complexe en termes de planification territoriale puisque le village d'Ollon doit être travaillé en collaboration avec l'Agglo Aigle-Bex, ce qui donne un surcroît de contraintes au niveau de la réaffectation des zones à bâtir. Il précise que ce travail a déjà été réalisé dans le cadre du plan d'agglomération n° 4 car c'était une des conditions pour que celui-ci puisse être envoyé à Berne. Quant à la station de Villars, elle doit s'intégrer à l'ensemble des Zones touristiques puisqu'une planification des lits hôteliers (lits chauds) doit se faire en collaboration avec l'ensemble des Alpes vaudoises. Il ne faut pas non plus oublier qu'il y a encore 18 à 20 hameaux à traiter avec l'objectif d'uniformiser les conditions de constructions dans chacun de ces lieux. M. CROCI TORTI relève une nouvelle fois l'ampleur et la complexité de la tâche qui doit se réaliser ces prochains mois. M. le Municipal dit rester volontiers à disposition si quelqu'un a des questions.

M. Pierre MEYLAN intervient, comme précédemment Mme FAILLETAZ, sur la forme du préavis. En effet, il cite la rubrique « objet du préavis » où il est écrit : *« en effet d'innombrables tronçons de routes situées sur le territoire communal ». S'arrêtant sur la formulation « innombrables tronçons » M. le Conseiller dit* espérer *« que l'on est capable de les compter »* se référant à la définition du mot « innombrable » qui signifie que l'on n'en connaît pas le nombre. Il fait une seconde remarque, ciblée dans le texte de l'introduction où il est indiqué : *« Les préoccupations relevant du domaine de la circulation routière ont beaucoup évolué en 40 ans* ***et il n'est plus question aujourd'hui de construire de nouveaux axes routiers*** *ou d'en élargir. ».* M. le Conseiller demande s'il est aujourd'hui interdit de construire de nouveaux axes ou si *« quelqu'un pense que... ou a décidé que... »* pour M. MEYLAN ce libellé est ambigu. En outre, il s'interroge sur la définition des axes routiers pour savoir à partir de quand on passe de la spécification d'un chemin ou d'une route à celle d'un axe routier.

M. le Syndic explique que nos prédécesseurs avaient une vision urbanistique qui allait d'Arveyes aux Ecovets jusqu'où ils envisageaient de construire de grandes routes. Ils avaient donc prévu des alignements et certains datent des premiers plans d'affectation que la Commune a réalisés en 1968 ou 1969. Il cite l'exemple d'un alignement qui partait depuis le Sport'House, montait le long de l'Hôtel du Parc, traversait des propriétés en direction de la Résidence et continuait jusqu'aux Ecovets. Aujourd'hui il reste encore des brides de ces alignements dont une partie a été supprimée par étape au fil des années. Lors de l'établissement du Plan général d'affectation, ils devraient tous être supprimés.

M. le Municipal CROCI TORTI demande des explications à M. MEYLAN par rapport à sa deuxième question relative aux axes routiers car il n'en a pas saisi le sens. Il ne reviendra en revanche pas sur la notion de vocabulaire soulevé par M. le Conseiller.

M. Pierre MEYLAN, en regard de la formulation « *...il n'est plus question aujourd'hui de de construire...* », voudrait qu'on lui précise si cela veut dire que toute construction est interdite, si c'est imposé ou « que l'on a décidé que... » ?

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI répond qu'aujourd'hui le développement territorial fait que l'on envisage plus de construire ces axes routiers même si certaines limites de constructions existent et figurent sur les plans. Il n'y a par ailleurs aucune volonté de la Municipalité d'offrir plus d'espace à la voiture.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

Mme la Présidente relit les conclusions du préavis et les soumet au vote de l'Assemblée.

Ainsi, à main levée et à l'unanimité,

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2021/11,
- ayant entendu le rapport de la Commission chargée de l'étude de cet objet,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

DÉCIDE

1. d'**ADOPTER** le préavis municipal n° 2021/11 relatif à la révision du plan fixant la limite des constructions.
2. de **DONNER** à la Municipalité tous pouvoirs pour effectuer les démarches auprès de l'instance cantonale compétente.

5. Préavis n° 2021/12 - CHESIERES, Les Perreuses - Modification de la servitude passage public à pied

M. Oscar BONZON donne lecture du rapport de la Commission des Zones dont les conclusions, à l'unanimité de ses membres délibérants, corroborent celles du préavis municipal.

La discussion est ouverte.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

Mme la Présidente relit les conclusions du préavis avant de les soumettre au vote de l'Assemblée.

Ainsi, à main levée et à l'unanimité

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2021/12
- ayant entendu le rapport de la Commission
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1) d'**ADOPTER** le préavis municipal n° 2021/12 relatif à la modification de la servitude de passage public à pied n° 228'220 / ID 1999/006536, située à Chesières, au lieu-dit Les Perreuses.

2) de **DONNER** à la Municipalité tous pouvoirs pour effectuer les démarches auprès de l'instance cantonale compétente.

5. Préavis n° 2021/13 - OLLON - ECA 440 - Hôtel-de-Ville - Travaux d'assainissement des conduites d'eaux usées du séparateur à graisse et rafraîchissement des locaux

Mme Catherine FLÜTSCH donne lecture du rapport de la commission chargée d'étudier cette affaire qui souhaite, dans ses conclusions, que la Municipalité crée une réserve pour l'achat de nouveaux meubles pour les chambres en renonçant au nettoyage des vieux matelas et à l'installation de matériel audio-visuel, celui-ci ne paraissant pas nécessairement indispensable à la tenue des Conseils. Ladite commission propose donc un amendement dans ce sens, dont la teneur est la suivante :

« La commission technique a donc l'honneur, au vu de ce qui précède, de soumettre au Conseil l'amendement suivant :

5. Aspects financiers :

2.4 « Nettoyage matelas et petit matériel Fr. 20'000.-- » devient « Réserve pour achat de mobilier pour les chambres Fr. 45'000.-- »

2.6 « Audio et vidéo Fr. 50'000.-- » est remplacé par « Audio et vidéo Fr. 25'000.-- »

Modification des conclusions :

1. *d'**AUTORISER** la Municipalité à entreprendre les travaux d'assainissement des conduites d'eaux usées, séparateur à graisse et rafraîchissement des locaux, proposés pour un montant total de Fr. 563'000. --, en y incluant une réserve suffisante pour l'achat de mobilier qui réponde aux standards actuels de l'hôtellerie pour offrir à nos hôtes un confort digne de ce magnifique établissement.*
2. *de lui **ACCORDER** à cet effet, à hauteur des travaux nets, le crédit nécessaire par le recours à l'emprunt bancaire dans le cadre du dernier plafond d'endettement voté,*
3. *d'**AMORTIR** l'investissement au cours de son exécution, par la réserve des bâtiments, par un prélèvement total de Fr. 84'000.- via le compte 350.3320.00,*
4. *d'**AMORTIR** l'investissement net Fr. 479'000.--,la première année qui suit la fin des travaux, et cela durant une période de 20 ans, par le compte 350.3310.00 »*

M. Mathieu JOURDAIN donne lecture du rapport de la Commission des Finances dont les conclusions, à l'unanimité des membres délibérants, corroborent celles du préavis municipal.

La discussion est ouverte sur l'amendement proposé par la Commission technique.

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER, au nom de la Municipalité, indique que cette dernière n'a pas d'objection par rapport aux propositions mentionnées dans cet amendement.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close. Mme la Présidente soumet au vote l'amendement développé ci-avant qui est accepté, à main levée, à l'unanimité.

Mme la Présidente ouvre maintenant la discussion sur le préavis mais la parole n'est pas demandée.

Mme Céline PINI relit les conclusions du préavis en tenant compte de l'amendement voté et accepté, avant de faire procéder au vote.

Ainsi, à main levée et à l'unanimité

LE CONSEIL COMMUNAL

- vu le préavis municipal n° 2021/13,
- entendu le rapport de la Commission chargée de l'étude de cet objet,
- entendu le rapport de la Commission des Finances,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,
- tenant compte de l'amendement voté et accepté

DÉCIDE

1. **d'AUTORISER** la Municipalité à entreprendre les travaux d'assainissement des conduites d'eaux usées, séparateur à graisse et rafraîchissement des locaux proposés pour un montant total de Fr. 563'000. --, en y incluant une réserve suffisante pour l'achat de mobilier qui réponde aux standards actuels de l'hôtellerie pour offrir à nos hôtes un confort digne de ce magnifique établissement.
2. de lui **ACCORDER** à cet effet, à hauteur des travaux nets, le crédit nécessaire par le recours à l'emprunt bancaire dans le cadre du dernier plafond d'endettement voté,
3. d'**AMORTIR** l'investissement au cours de son exécution, par la réserve des bâtiments, par un prélèvement total de Fr. 84'000.-- via le compte 350.3320.00,
4. d'**AMORTIR** l'investissement net Fr. 479'000.--, la première année qui suit la fin des travaux, et cela durant une période de 20 ans, par le compte 350.3310.00.

6. Nomination du Vice-président du Conseil communal

Mme la Présidente demande au parti PLR de proposer son candidat.

M. Patrick VIRET propose M. Romain BALMER

Des applaudissements viennent saluer et entériner cette nomination

7. Nomination d'un membre à la Commission de gestion

Mme la Présidente demande au parti PLR de proposer sa candidate.

M. Patrick VIRET propose Mme Annick BONZON ANNER

Des applaudissements viennent également saluer et entériner cette nomination

8. Nomination d'un membre au Conseil intercommunal du Stand de tir des Grandes Iles d'Amont

En regard de l'augmentation du nombre d'habitants enregistrée sur la Commune, la Préfecture a demandé à ce qu'un représentant supplémentaire au Conseil référencé en titre soit nommé.

Tenant compte de la proportionnalité découlant des élections communales, Mme la Présidente indique qu'il revient au groupe PLR de présenter une candidature.

M. Patrick VIRET propose M. Sébastien MAILLARD

Des applaudissements viennent saluer et entériner cette nomination

9. Communications municipales

1. M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI donne lecture de la communication municipale intitulée « Sécurité informatique ».

2. M. le Syndic Patrick TURRRIAN donne lecture de la communication municipale intitulée « Concept énergétique - Réponse à M. le Conseiller Stéphane COSANDEY »

3. M. le Syndic Patrick TURRRIAN donne lecture de la communication municipale intitulée « Point de situation financier – Extension Collège de Perrosalle »

Ces communications sont annexées au présent procès-verbal et en font partie intégrante.

10.a Postulat du Conseiller Léonard FARINE intitulé « Villars, station de ski modèle dans le domaine de la gestion des déchets »

Mme la Présidente demande à M. Léonard FARINE de présenter son postulat dont la teneur est reproduite ci-après dans son intégralité :

« Vous aussi, vous rêvez de pouvoir dire que notre station de ski a montré l'exemple dans le domaine de la gestion des déchets ? Nous sommes convaincus que Villars peut devenir LA station de ski de référence dans le domaine, avec un plan d'action efficace et une bonne communication sur le sujet.

Durant la saison 2020/21, marquée par les limitations dues au COVID, les restaurants situés sur les pistes de ski ont été confrontés à de nouveaux défis. Ils ont accompli un travail énorme pour continuer à offrir un service à la clientèle tout en respectant de manière admirable et courageuse les consignes sanitaires. Ils ont traversé avec bravoure cette crise qui les a touchés directement.

Moyen de survie pour les restaurants en ces temps de crise et pratique pour les consommateurs, le « take-away » a fait son apparition. Malheureusement, avec son lot d'emballages à usage unique et ses déchets. Si les restaurants du domaine skiable de Villars ont souvent su trouver des emballages recyclables pour diminuer leur impact au niveau des déchets, avec notamment des contenants en papier recyclé ou en bioplastique compostable, les consommateurs ne savent pas toujours faire la différence entre plastique biosourcé et plastique pétrochimique. De plus, les filières de tri pour les déchets compostables sont encore absentes des lieux publics : ceux-ci finissent donc très largement à la poubelle.

Nous ne savons pas encore comment cette prochaine saison de ski sera impactée par le COVID. Mais nous savons qu'il reste un peu moins de 2 mois avant le 4 décembre et l'ouverture des pistes. Nous sommes donc encore dans les temps pour mettre en place un plan coordonné de gestion des déchets sur le domaine skiable, qui accompagnera les restaurateurs pour mettre en place un système de tri efficace, avec des poubelles à même d'accueillir tous les déchets des skieurs, et ceci dès le début de la saison.

Il faudrait idéalement s'assurer que les skieuses et skieurs puissent avoir accès à des poubelles séparées pour :

- *le PET*
- *l'aluminium*
- *le verre*
- *le carton/papier*
- *les déchets non recyclables*

La commune d'Ollon est partiellement propriétaire du domaine skiable, des installations et de quelques-uns des restaurants. Nous sommes donc responsables des déchets que nous produisons sur le domaine skiable et que nous mettons entre les mains de nos clients skieurs. Il est donc impératif qu'en tant que commune, nous prenions les bonnes décisions en amont, avec comme objectif de permettre à notre domaine skiable de se présenter comme LA référence dans le domaine de la gestion des déchets.

La solution ? Oser le réutilisable !

Un système est déjà en place sur la commune pour les manifestations qui peuvent louer des « Eco Cups » et ainsi éviter beaucoup de déchets.

Les restaurateurs pourraient, eux, être invités à se coordonner et se mettre directement en lien avec un organisme qui accompagne les entreprises sur le chemin de la vaisselle réutilisable. Nous connaissons par exemple « reCIRCLE », qui a fait ses preuves

partout en Suisse et dont le réseau s'agrandit chaque jour. Un contenant est acheté 10.- par un skieur et est ramené et remboursé après utilisation. C'est facile et durable, l'énergie utilisée pour la fabrication d'une assiette réutilisable étant déjà compensée au 7ème lavage. Et, cerise sur le gâteau, la vaisselle réutilisable est même meilleur marché à moyen terme que le jetable, ce qui est évidemment très intéressant pour les restaurants !

Voici le plan d'action que nous proposons à la Commune pour le domaine skiable

1. *Une coordination entre les gérances des restaurants*
2. *Une information claire et uniforme aux skieurs concernant le recyclage et des « Recycle Angels »*
3. *De la vaisselle réutilisable si le take-away refait son apparition (interdiction communale de proposer de la vaisselle jetable à usage unique)*
4. *Des poubelles permettant le tri (pour les 5 catégories de base : déchets non recyclables, PET, aluminium, verre, carton/papier)*

Oui, cela demande un effort certain, mais le jeu en vaut la chandelle, tout le monde en sortira gagnant ! Merci de soutenir ce postulat.

CONCLUSION DU POSTULAT

Au vu de ce qui précède, je demande donc à la Municipalité d'étudier et de rapporter sur la gestion des déchets sur le domaine skiable de Villars pour la saison 2021/22. Je souhaite une prise en compte immédiate. »

Dûment signé : Léonard FARINE

Mme la Présidente ouvre la discussion

M. Quentin RACINE, au nom du groupe PLR demande un renvoi en commission au motif que ce postulat a été reçu tardivement tout comme celui qui va suivre. En outre, M. le Conseiller argumente qu'il apparaît important qu'une commission puisse être nommée afin d'étudier plus en profondeur ce postulat, indépendamment du fond, avant de se déterminer sur l'opportunité de le transmettre à la Municipalité.

Pour M. Jean-François THEUBET la soumission à une commission d'un postulat est destinée à déterminer s'il est recevable ou pas. Le thème, dans le cas présent, étant celui des déchets, il pense que c'est un postulat recevable et qu'il devrait être transmis directement à la Municipalité.

M. Julien CORNAMUSAZ estime que sur le fond c'est une excellente initiative. Quant à la forme, il pense qu'il est utopique de vouloir imposer aux restaurateurs, déjà pour cette saison, un concept de vaisselle réutilisable. Cela lui paraît compliqué dans un délai aussi court, comme d'impliquer la Commune à gérer les déchets sur les pistes de ski, alors que ce n'est pas le cas actuellement. A ce sujet, M. le Conseiller explique que, à sa connaissance, il n'y a actuellement pas de gestion publique des poubelles sur les pistes de ski et que chaque restaurant gère ses déchets. Ceux-ci sont stockés dans un local exigu situé à côté de l'arrivée du train au Col de Bretaye, en attendant d'être évacués sur Villars dans des containers.

M. Léonard FARINE répond que c'est justement une coordination qui est demandée car les restaurateurs, selon lui, se rendent compte de ce qu'il se passe. Par contre, il a

remarqué que l'année passée, jusqu'au mois de février, c'était vraiment très chaotique au niveau des poubelles. Le reste de la saison, marquée par la pandémie, a été vraiment très difficile pour les restaurateurs. Ceux-ci ont malgré tout su apporter de bonnes solutions face à la situation tourmentée. Au niveau des déchets, M. le Conseiller a constaté qu'il y a eu 2 phases et qu'il y avait vraiment eu une amélioration avec la mise à disposition de poubelles séparées pour les skieurs, ce qui n'était pas le cas jusqu'à mi-février. Il estime que les restaurateurs ont pris conscience de la problématique et seront sûrement déjà dans une démarche en faveur de l'environnement soulignant que c'est le sujet incontournable depuis des mois. On remarque tous les jours que la vaisselle réutilisable s'impose et prend le dessus dans le secteur de la restauration. Du coup, pour justement mettre en avant la station comme référence dans le domaine de la gestion des déchets, selon M. FARINE, il faut agir maintenant et ne pas attendre que la saison démarre ou pire la saison prochaine. Il pense qu'il faut mettre à profit les contacts que la station entretient avec Summit Foundation qui s'occupe notamment des Clean-Up Days qui ont lieu chaque année au mois de juin. Il indique que lors de l'action de nettoyage de cette année, 700 kg de déchets ont été récoltés, en 2 jours, sur le domaine skiable de Villars. Cela prouve bien que c'est utile et il pense que les gens concernés par une bonne gestion des déchets, en premier lieu les restaurateurs, ont déjà pris des dispositions allant dans ce sens. M. le Conseiller considère qu'il faudrait tout de même, avant le début de la saison, leur rappeler de favoriser le tri des déchets et l'emploi d'une vaisselle réutilisable. M. FARINE demande à la Municipalité qu'elle coordonne le tout.

M. le Municipal Philippe PASTOR reconnaît qu'il y a un problème, surtout sur la place de Bretaye. Cela s'est vu l'hiver passé et pour y remédier, la voirie, lors des week-ends de forte affluence, avait mis à disposition 2 collaborateurs pour assurer le nettoyage devant le restaurant du Col de Bretaye. C'est l'endroit où la concentration de personnes est la plus forte et où l'on pouvait se procurer de la nourriture à l'emporter. Il y avait des déchets partout malgré que des poubelles avaient été installées. M. le Municipal souligne aussi que quand il y a du vent et de la neige, les déchets s'éparpillent un peu partout. Quant à l'installation de poubelles à PET, force est de constater que s'il n'y a pas quelqu'un pour contrôler ce qui s'y dépose, tout est mélangé avec d'autres déchets. Pour ce qui est d'inciter les restaurateurs à utiliser de la vaisselle réutilisable, c'est faisable, M. PASTOR trouve que c'est une bonne idée. Par contre, il estime que le délai est court pour tout mettre en place. Il est d'avis que le renvoi à une commission est opportun. Au chapitre des déchets, M. le Municipal va tenter un dialogue avec les restaurateurs mais, il estime que c'est aussi à la clientèle de se montrer plus disciplinée.

M. Dominique DIETRICH, estime que ce projet devrait se mettre en place en y associant les Communes d'Ormont-Dessus et de Gryon qui font partie du domaine skiable. Il trouve que ce serait dommage de le faire que du côté de Villars. Il pense aussi qu'il serait bien que tous les restaurateurs du domaine procèdent de manière identique. Il dit aussi que le système proposé par M. FARINE « est certes joli sur du papier mais il est assez lourd à mettre en place pour les restaurateurs ». En effet, selon M. DIETRICH, ils doivent investir dans cette nouvelle vaisselle et la gestion de son nettoyage doit être bien organisée. Même s'il trouve ce projet louable, M. DIETRICH est d'avis qu'il ne peut pas se mettre sur pied en 2 mois. Il pense qu'une commission permettrait de se donner les moyens de bien préparer ce concept et d'y associer tous les partenaires des autres communes.

M. Léonard FARINE dit que ce n'est pas à la Commune de mettre en place un système d'Ecocups. Il précise que son postulat vise à demander à la Municipalité d'inciter les

de préaviser sur la prise en considération (art. 77a). C'est-à-dire que la commission devra étudier si le texte en lui-même est correct, que le fond est correct, et s'il faut renvoyer cette proposition à la Municipalité. Dans le cas présent, il pense que cela permettrait à la Commission d'entendre aussi les avis des restaurateurs et des remontées mécaniques. Elle a le droit d'inviter des experts pour recevoir des explications et cela permettrait d'avoir une discussion beaucoup plus large puis d'établir un bilan après la saison pour voir ce qui peut être amélioré. D'autre part, cela permettrait aussi d'avoir tous les acteurs autour d'une table et éviterait que cela soit la Municipalité qui se retrouve seule face à cette proposition qui arrive un peu à la dernière minute.

Sur le plan formel M. le Municipal suggère à M. FARINE, qui fera automatiquement partie de cette commission puisqu'il est l'auteur du postulat, de modifier sa conclusion. En effet, il demande à la Municipalité *« d'étudier et de rapporter sur la gestion des déchets... »* et si le fait de rapporter va de soi, il y aurait lieu de préciser ce qui doit être étudié.

A l'attention de M. Jean-François THEUBET, à qui l'on doit d'excellents canevas, M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI propose que pour celui du postulat, la notion de recevabilité soit revue, car celle que l'on trouve maintenant n'est pas tout-à-fait correcte.

Mme Catherine FLÜTSCH abonde dans le sens des propos de M. SCULATI et estime que l'on pourrait déjà commencer par installer des poubelles de tri plus nombreuses avec une bonne information et des affiches qui indiquent comment trier les choses avec photos des emballages utilisés dans les restaurants. Cela lui semble assez facile à mettre en place et contribuerait déjà à améliorer la situation en ayant moins de déchets un peu partout sur les pistes ou aux alentours des restaurants. Il lui semble que c'est du domaine du possible.

M. le Syndic Patrick TURRIAN indique que chaque année une rencontre est organisée avec l'ensemble des exploitants des restaurants et des remontées mécaniques. Il relève que ce soir M. le Municipal Philippe PASTOR s'est engagé à faire passer le message quant à l'emploi d'une vaisselle réutilisable et à encourager cette pratique. Cela permettrait au prénommé de relayer les informations tant à la commission qu'aux exploitants de Bretaye. Cependant, M. le Syndic indique que le dialogue n'est pas toujours facile avec les restaurateurs. Il y en a qui ne viennent jamais à ces réunions, ne donnent pas suite aux courriers qui leur sont adressés, malgré des mises en demeure. Abstraction faite de cela, M. P. TURRIAN, assure qu'il y aura une discussion avec tous les intervenants avant l'hiver. Par rapport aux propositions contenues dans le préavis, il est évident pour lui d'avoir une vision beaucoup plus globale et une réflexion avec les Communes voisines, à l'image de ce qui s'est fait pour l'introduction des parkings payants. Pour M. le Syndic, il faut agir en tant que domaine skiable Villars-Gryon-les Diablerets pour mener cette action. Il encourage donc le renvoi du postulat à une commission.

M. Neil KIRBY s'exprime également sur la forme de la proposition de M. FARINE en ces termes : *« Quest-ce qu'un postulat ? en fait on ne demande rien d'autre à la Municipalité que d'analyser une situation et de rédiger un rapport. C'est simple !* Donc, *en fait, le Municipal PASTOR, s'il va voir tous les intervenants, et suite à cela il nous revient avec un rapport, il a rempli sa mission ».* Par conséquent, de passer par une commission, M. le Conseiller n'y voit franchement pas l'intérêt.

restaurateurs à mettre eux-mêmes en place ce système et de collaborer entre eux dans ce cadre-là. Au niveau de l'investissement financier, M. le Conseiller part du principe que de toute façon ils auraient dû le faire pour de la vaisselle jetable. Il considère donc qu'au niveau des coûts cela revient au même. Par contre, au terme de la saison, à son avis, ils seront gagnants avec le concept de vaisselle réutilisable. M. FARINE montre un modèle d'assiette et explique que le restaurateur rentabilise son achat après seulement 7 utilisations. Une caution de Fr. 10.-- est encaissée lors de l'achat du repas et remboursée au client lorsqu'il ramène l'assiette. Lorsque le matériel n'est plus utilisable, il la renvoie à « reCIRCLE » qui lui en fournit une nouvelle. Il relève que ce réseau récupère les pièces qui ne sont plus utilisables et s'occupe de les recycler. Tout est fabriqué et coordonné en Suisse et cela fonctionne bien.

M. Raphaël COSSETTO indique que dans le cadre de sa profession, il emploie ces ustensiles. Selon son expérience personnelle, il explique que leur utilisation dans le cadre traditionnel d'un petit restaurant n'est déjà pas simple et il considère qu'elle n'est pas adaptée pour des restaurants d'altitude où l'on doit servir plusieurs milliers de personnes. De l'avis de M. le Conseiller c'est utopique du point de vue de la manutention. Il comprend la démarche qui se veut écologique mais la gestion du forfait, du lavage et du remboursement est compliquée pour des établissements qui doivent assurer un débit soutenu.

M. le Municipal Philippe PASTOR partage le point de vue de M. COSSETTO sur la gestion de ce système et doute que les restaurateurs puissent le faire sans devoir engager du personnel supplémentaire. Après l'année difficile qu'ils viennent de traverser, il n'est pas certain qu'ils seront très favorables à ce nouveau concept. M. le Municipal est toutefois prêt à les encourager dans cette voie.

Pour M. Roberto VALTERIO, la cause est juste, et c'est bien d'amener le débat mais face à celui qui est en train de naître ici, aux avis plutôt mitigés, aux suggestions et aux avis de professionnels, il estime que l'on ne peut pas juste dire à la Municipalité de vite coordonner tout ça avant la saison d'hiver. A son avis, il ne faut pas sous-estimer la difficulté de mettre ce système en place au niveau temporel notamment. M. le Conseiller entend bien qu'il est demandé aux restaurateurs de le faire avec l'impulsion de la Commune mais il considère que pour qu'un tel projet réussisse, et bien il faut se donner les moyens de le faire réussir. M. VALTERIO en appelle donc à la responsabilité de chacun de soutenir la proposition de nommer une commission et de prendre le temps de bien réfléchir pour avoir une approche vraiment robuste.

M. Robert SCULATI considère que le débat se focalise beaucoup sur la vaisselle et il aimerait souligner que le Conseiller FARINE a aussi parlé du recyclage du PET, du verre et des déchets non recyclables qui se pratique déjà sur la Commune notamment avec des Ecopoints. Pour ce qui est de la vaisselle réutilisable, il convient que c'est très compliqué à mettre en place en 2 mois et qu'on ne peut pas demander à la Municipalité de faire des miracles mais, à son avis, au niveau du tri des déchets sur Bretaye il y a certaines choses qui pourraient déjà être prises en compte. Par ailleurs, il aimerait qu'on lui explique la plus-value d'une commission et qu'est-ce qu'elle va amener en plus de ce que M. FARINE demande à la Municipalité.

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI ne se prononce pas sur le fond du postulat mais sur la forme du renvoi en commission. Pour cela il se réfère à l'art. 77 du Règlement du Conseil où il est stipulé la possibilité de renvoyer en commission un postulat, mais pas pour étudier la recevabilité de la proposition qui, est en principe déterminée par le Bureau mais bien pour renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée

M. Marc-Henri DUC étant sur Bretaye tous les jours en hiver, tient à préciser qu'il y a 2 concierges qui sont engagés par les remontées mécaniques et sont financés par tous les restaurants de Bretaye et les écoles de ski. Chaque soir, sur la place de Bretaye, ces 2 personnes ramassent les déchets pour les mettre dans les poubelles de tri qui se trouvent dans le local situé à l'arrivée du train. Au sujet des poubelles, il explique qu'en raison du vent lorsque le temps est mauvais il n'est pas possible d'installer des containers sans qu'ils soient bien amarrés. Il faudrait construire un abri, sans cela il ne voit pas comment ils pourraient rester en place. Il explique que chaque soir, il y a des employés des écoles de ski et des remontées mécaniques qui rangent à l'intérieur les accessoires et autre matériel de signalisation pour éviter qu'ils ne soient emportés par le vent durant la nuit. Il relate que c'est à l'initiative de l'ancien directeur de TVGD, qu'il y a une dizaine d'années ces 2 personnes ont été engagées pour nettoyer la zone de Bretaye. Depuis lors il semble à M. DUC qu'il n'y a pas énormément de désordre à cet endroit. Il rappelle également que chaque année, au printemps, il y a un ramassage de déchets qui est organisé sur le domaine. A ce propos, il souligne que sur la quantité de déchets récupérée il s'agit, pour la plupart, de matériel des remontées mécaniques, de balises, de temps en temps d'un ski ou d'un bâton. En revanche, on trouve beaucoup moins de papiers et autres contenants de boisson qu'il y a quelques années. Il faut quand même relever qu'il y a une évolution favorable sur ce point.

M. Sébastien MAILLARD revient sur la définition du postulat donnée par M. KIRBY, qui est correcte, mais il pense que si le Municipal Philippe PASTOR rencontre les remontées mécaniques et les restaurateurs, à son avis le rapport va être assez vite conclu pour cette saison. Du coup, le fait de créer une commission et de développer un peu le projet, il pense que cela donnera plus de chance d'arriver à quelque chose au niveau du postulat de M. FARINE.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

M. Quentin RACINE rappelle que le règlement prévoit de renvoyer la proposition à l'examen d'une commission si un cinquième des membres le demande.

Mme la Présidente propose que les personnes qui sont pour une prise en compte immédiate votent « oui » et celles qui sont favorable à un renvoi en commission votent « non » et cette proposition est validée par le prénommé.

Au vote, à main levée, plus de 1/5 des membres s'expriment en faveur d'un renvoi en commission ce dont il est pris acte. Le Bureau du Conseil se chargera dès lors de procéder à une nomination dans les meilleurs délais

10.b Postulat de M. le Conseiller Emmanuel ESTOPPEY intitulé « Ollon – Villars s'engage pour le climat ».

Mme la Présidente demande à M. Emmanuel ESTOPPEY de présenter son postulat dont la teneur est reproduite ci-après dans son intégralité :

« Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères,
Messieurs les Conseillers,

« Afin de garantir la qualité de vie dans le canton, il est primordial d'agir à toutes les échelles et dès à présent pour répondre à l'urgence climatique et limiter l'augmentation de la température moyenne de la planète à 1.5 C° par rapport aux niveaux préindustriels. »

Ce sont par ces mots que le Canton de Vaud, sur son site internet, appelle tous les acteurs du canton à agir pour répondre à l'urgence climatique. Sous l'impulsion de la Conseillère d'Etat Christelle LUISIER, le canton propose désormais un plan climat qui s'articule autour de 3 axes stratégiques à savoir :

- *réduire de 50% à 60 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) du territoire cantonal d'ici 2030 et de viser la neutralité climatique au plus tard en 2050.*
- *limiter les risques et adapter les systèmes naturels et humains.*
- *documenter les effets des mesures prises et l'impact des changements climatiques sur le territoire.*

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, le Canton demande à tous les acteurs de travailler dans ce sens et propose aux communes l'appui d'expert pour la mise en place d'un plan climat. Le Grand Conseil a récemment voté un crédit d'investissement de 2,4 millions de francs pour financer l'accompagnement des communes dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur politique climatique.

L'année 2021 nous a apporté son lot de d'évènements naturels qui donnent le ton de ce que nous serons amenés à vivre de manière plus prononcée dans un avenir proche. Les glissements de terrain au col de la Croix, un nouvel éboulement à la Glaivaz, les pluies trop abondantes sur les cultures ont marqué les esprits. En Europe, les experts et les autorités politiques s'accordent pour reconnaître que les inondations meurtrières et les incendies dévastateurs liés au dérèglement climatique seront de plus en plus fréquents et vont toucher toutes les régions.

Nous savons désormais avec certitude, et de manière unanime, qu'il nous faut agir vite et à tous les niveaux. La question n'est plus de savoir si un plan climat est nécessaire mais quel plan climat pourrions-nous mettre en place pour permettre à nos habitants, notre économie et à nos enfants de relever les défis que seront les nôtres demain.

Au vu de ce qui précède, je demande à la Municipalité d'étudier la conceptualisation et le déploiement d'un plan climat communal, s'appuyant sur les conseils d'experts proposés par le canton, incluant les recommandations de l'étude énergétique de la commune et de présenter un rapport au Conseil communal dans l'année qui suit le dépôt de ce postulat ».

Dûment signé : Emmanuel ESTOPPEY

La discussion est ouverte

Comme pour le précédent postulat et au même motif, M. Quentin RACINE, au nom du groupe PLR demande un renvoi en commission.

La parole n'étant pas demandée, Mme la Présidente propose que les personnes qui sont pour une prise en compte immédiate votent « oui » et celles qui sont pour un renvoi en commission votent « non » et cette proposition est validée par le prénommé.

Au vote à main levée plus de 1/5 des membres s'expriment en faveur d'un renvoi en commission ce dont il est pris acte. Le Bureau du Conseil se chargera dès lors d'en nommer une dans les meilleurs délais

10c. Propositions individuelles

M. Robert SCULATI demande si des sanctions sont prévues et communiquées au personnel de la Commune en cas de non-respect des procédures d'utilisation des systèmes d'information. Est-ce que quelque chose va être mis en place de répressif partant du constat que les attaques sont souvent dues à une erreur humaine ?

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI répond qu'à ce jour rien de répressif n'est prévu mais la prévention est privilégiée. Il indique qu'une directive a été rédigée et non pas une chartre à signer. Cette option avait été proposée il y a quelques années et, comme toujours lorsqu'il faut signer et s'engager à quelque chose il y a des récalcitrants. Il a donc été choisi de privilégier la voie de la directive en se basant sur ce qui existe déjà, notamment à la HEP de Lausanne. Cette directive est imposée au personnel communal qui n'a pas d'autre choix que de l'appliquer.

M. Florian DAVEN apporte les salutations du Cartel des sociétés locales. Il indique que depuis l'année dernière les statuts du Cartel des sociétés locales d'Ollon plaine ont été modifiés en enlevant le mot « plaine » et en intégrant l'entier des sociétés de la Commune. M. le Conseiller explique qu'en tant que Président du Cartel, il a contacté toutes les sociétés locales qui n'étaient pas membre. Trois d'entre elles ont ainsi intégré le Cartel dont l'objectif est d'attirer les sociétés dites du haut et faire un parallèle à la vie politique où l'on tisse des liens entre le haut et le bas. M. DAVEN invite les Conseillères ou Conseillers dits du Haut, membres de sociétés locales, de prendre contact avec le comité du Cartel en cas d'intérêt.

M. Julien CROCI TORTI tient à remercier les collaborateurs des dicastères de la Forêt et de la Voirie pour la qualité de leur travail. En effet, lors de ses balades, que ce soit dans les villages ou sur les sentiers forestiers, tout est propre, magnifiquement aménagé et entretenu. Il relève également que quand une branche cassée ou un escalier défectueux sont signalés, l'intervention se fait rapidement. Il tenait à féliciter ces Services.

M. Manuel DULEX fait référence à un article du journal 24Heures du 24 septembre dernier dont il fait écho ci-après. Il est notamment indiqué « *qu'en 2014 les travaux colossaux du réaménagement d'un chalet de luxe à Chesières avaient été pointés du doigt par l'émission de la RTS pour de nombreuses irrégularités et infractions notamment en termes d'aménagement du territoire. Le Canton avait alors stoppé le chantier et déposé plainte pénale. Il est également mentionné qu'en mars 2019, 5 ans plus tard, le chalet est terminé. Les propriétaires ont mis à l'enquête des travaux de mise en conformité autorisant le début des travaux le 3 octobre de cette même année. En 2021, une séance de démarrage du chantier s'est déroulée le 12 août en présence des propriétaires, de leurs mandataires, des représentants des autorités cantonales et communales et il en ressort qu'aucune mesure n'a été entreprise. Le colossal chalet attend toujours d'être mis en conformité. Un nouveau délai a été accordé aux propriétaires par la* Commune ». Selon les dires de M. le Conseiller après

la lecture des éléments rapportés, il n'est pas loin de rejoindre le commentaire du journaliste « que le propriétaire nous danse sur le ventre » !... Dès lors, M. DULEX pose les questions suivantes :

- Comment la Commune travaille-t-elle avec les Services cantonaux afin de faire en sorte de régulariser définitivement cette situation ?
- Que pense faire la Commune au terme du délai donné ?
- Une exécution forcée serait-elle envisagée ou envisageable ?

M. Manuel DULEX termine en disant que *« pour une affaire qui nous occupe depuis maintenant 7 ans, dans une démesure totale nous nous devons d'être crédible face à notre population ou à des entrepreneurs qui ont perdu de l'argent et mettre tout le monde sur même pied d'égalité, même si vous me direz que cela dépend des moyens que vous avez ! »*

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI précise d'emblée que ce qui pêche dans cette affaire, ce n'est pas la construction elle-même puisqu'elle répond aux normes et au permis de construire qui a été octroyé en bonne et due forme. Il explique que ce qui pose problème, ce sont les aménagements extérieurs, à savoir tous les ajouts au bâtiment qui n'ont pas fait l'objet de demandes et qui ont été construits dans les limites des 10 mètres de la lisière forestière. La problématique se situe donc à ce niveau-là qui est essentiellement du ressort du Canton puisque dans le cas présent on est hors zone à bâtir. M. le Municipal reconnaît que le Canton, après sa vive réaction face au reportage de 2014, avait quelque peu laisser sommeiller le dossier. C'est la Commune qui a réactivé le dossier durant la dernière législature. Les démarches ont été entreprises et un permis de construire a été délivré pour en fait ordonner la démolition de tous les aménagements illicites. Il souligne que, comme tout permis de construire, il a une validité de 2 ans avec le droit d'être prolongé d'une année. Il y a lieu de savoir que cette prolongation ne peut être refusée au propriétaire car stipulé dans la Loi. A la question de savoir ce que va faire la Commune dans une année, M. CROCI TORTI précise d'abord que, jusqu'au 3 octobre 2022, échéance du délai, la Municipalité n'a aucune emprise et le Canton non plus quant à une éventuelle action. Maintenant c'est le Canton qui est responsable essentiellement du suivi de ces travaux de déconstruction. Il relate qu'il y a d'ailleurs eu une interpellation au Grand Conseil sur ce dossier et la réponse donnée est identique à celle qui vient d'être faite.

Si dans une année, tout n'est pas fait, M. le Municipal explique que, conjointement avec les Services cantonaux, la Commune entreprendra ce qu'on appelle des mesures d'exécution forcée, ce qui veut dire que des entreprises seront mandatées pour une mise aux normes de ce qui est illicite et une facture sera envoyée aux propriétaires. Selon M. CROCI TORTI il n'y a pas d'autres moyens d'agir que ceux qui viennent d'être décrits. Tenant compte de cela, personnellement il estime que la remarque insinuant que la Commune « se fait danser sur le ventre » est un peu exagérée car, finalement aujourd'hui, elle ne fait qu'appliquer les mesures découlant de la Loi. Pour conclure, M. le Municipal répète que la Commune est responsable de la partie construction du bâtiment et autorisation de bâtir qui est conforme et tout ce qui est hors zone à bâtir, lisière forestière est du ressort du Canton.

M. Manuel DULEX dit se réjouir de voir ce qui se passera dans une année.

La séance est levée à 22h.45.

La Présidente

C. Pini

CANTON DE VAUD · CONSEIL COMMUNAL D'OLLON · LIBERTE ET PATRIE

La Secrétaire

E. Jelovac

PREFECTURE DU DISTRICT D'AIGLE

16 décembre 2021

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – AMENDEMENT

AMD_____
(laisser libre)

Amendement

OBJET CONCERNÉ PAR L'AMENDEMENT
Préavis municipal n° 2021/08 – Octroi d'autorisations générales pour la législature 2021-2026

Les instituts bancaires, financiers et les entreprises à capital-actions sont de plus en plus sollicités par leurs actionnaires ou sociétaires pour que les investissements fournissent une garantie d'engagement éthique et de responsabilité environnementale, en plus des garanties financières solides.

AMENDEMENT
J'ai donc l'honneur, au vu de ce qui précède, de soumettre au Conseil l'amendement suivant :
Chapitre 3. Placement de capitaux et liquidités (nouveau) :
Une autorisation générale de placer les disponibilités de la Commune auprès d'établissements bancaires, de Postfinance, d'assurances, des collectivités publiques ou d'entreprises établies en Suisse offrant de solides garanties financières**, éthiques et environnementales.**

DÉPÔT (SIGNATURE)

Ollon, le 11 octobre 2021

Amendement concernant le préavis 2021 / 09

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs les Conseillers,

J'ai compris la volonté de la Municipalité de reconnaître et de tenir compte de la durée variable de certaines séances et de l'élaboration des rapports inhérents en rétribuant les personnes impliquées au temps et non selon un forfait.

Cette proposition soulève toutefois des questions, induit l'élaboration d'un protocole, augmente le temps consacré au traitement des objets si un rapport du rapport devait être effectué.

En effet :

- Que signifie Fr 30.- / heure ? Une heure pleine ? Si une séance dure 1h30, la/les personnes impliquée/s doivent-elle déclarer 1h00, 1h30 ou 2h00 ? Se mettront-elles d'accord ?
- Si un rapport exige à son rédacteur de fournir une explication écrite, **cela lui prendra du temps supplémentaire !** Le cas échéant, un organe de contrôle devra lire l'argumentaire ; s'il doute de la durée annoncée, que fera-t-il de son constat ? **Cela lui prendra du temps et peut le décontenancer !**
- S'il n'y a pas d'évaluation, il n'y a pas de rapport.
- Il faut reconnaître que certaines tâches nous surprennent par leur ampleur, leur durée. D'autres se résolvent vite. In fine, une moyenne s'établit.
- Finalement, la fréquence relativement faible des séances et des rapports à rédiger ne justifie pas un tarif à l'heure comme cela conviendrait dans une activité quotidienne ou hebdomadaire.

Le forfait peut certes parfois décevoir. Il a le mérite que chacun le connaît et le reconnaît, qu'il est invariable. Il dispense de contrôle et/ou d'argumentation.

En conclusion, conformément à nos échanges lors de la séance de parti de lundi 11 octobre, nous militons pour le maintien des forfaits, adaptés à l'évolution et aux autres augmentations de traitement présentées dans le présent préavis.

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – AMENDEMENT

AMD_____
(laisser libre)

Amendement

OBJET CONCERNÉ PAR L'AMENDEMENT
PREAVIS MUNICIPAL N° 2021/ 09

DÉVELOPPEMENT DE L'AMENDEMENT (PEUT RESTER VIDE)
CF ARGUMENTAIRE LIVRÉ SÉPARÉMENT LORS DU CONSEIL COMMUNAL DU 14 OCTOBRE 2021

AMENDEMENT

J'ai donc l'honneur, au vu de ce qui précède, de soumettre au Conseil l'amendement suivant :

1. De maintenir le principe des forfaits pour les Membres des commissions du Conseil communal et le Membre du Bureau du Conseil
2. D'augmenter de 10%, dans une proportion linéaire ces forfaits, à savoir :

- Fr 55.- / séance du soir
- Fr 110.- / séance d'une ½ journée
- Fr 220.- / séance d'une journée
- Fr 55.- / rapport préavis de commission
- Fr 110.- / rapport de la commission des finances (COFI) pour comptes et budget
- Fr 220.- / rapport de la commission de gestion (COGE)
- Fr 55.- / séance pour le Membre du Bureau du Conseil

DÉPÔT (SIGNATURE)



CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – AMENDEMENT

AMD_____
(laisser libre)

Amendement

OBJET CONCERNÉ PAR L'AMENDEMENT

Arrêté d'imposition pour l'année 2022
article premier, point 7, b)

DÉVELOPPEMENT DE L'AMENDEMENT (PEUT RESTER VIDE)

Le développement sera présenté lors du Conseil du 14.10.2021

AMENDEMENT

J'ai donc l'honneur, au vu de ce qui précède, de soumettre au Conseil l'amendement suivant :

Article premier, 7. Droits de mutation, successions et donations

b) impôt perçu sur les successions et donations:

en ligne directe ascendante:
par franc perçu par l'Etat ..... Fr.0,50 (modifié)

en ligne directe descendante:
par franc perçu par l'Etat ..... Fr.0,50 (modifié)

en ligne collatérale:
par franc perçu de l'Etat ..... Fr.1,00 (non modifié)

entre non parents:
par franc perçu de l'Etat ..... Fr.1,00 (non modifié)

DÉPÔT (SIGNATURE)

Eliane Faillétaz

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – AMENDEMENT

AMD_____
(laisser libre)

Amendement

OBJET CONCERNÉ PAR L'AMENDEMENT
Préavis 2021/13 OLLON - ECA 440 – Hôtel-de-Ville – Travaux d'assainissement des conduites d'eaux usées, du séparateur à graisse et rafraîchissement des locaux

DÉVELOPPEMENT DE L'AMENDEMENT (PEUT RESTER VIDE)
Comme expliqué dans son rapport, la commission technique souhaiterait que la Municipalité crée une réserve pour l'achat de nouveaux meubles pour les chambres et renonce au nettoyage des vieux matelas et à l'installation de matériel audio-visuel pas nécessairement indispensable à la tenue des Conseils.

AMENDEMENT
La commission technique a donc l'honneur, au vu de ce qui précède, de soumettre au Conseil l'amendement suivant :

5. Aspects financiers :
2.4 « Nettoyage matelas et petit matériel Fr. 20'000.- » devient « Réserve pour achat de mobilier pour les chambres Fr. 45'000.- »
2.6 « Audio et vidéo Fr. 50'000.- » est remplacé par « Audio et vidéo Fr. 25'000.- »

Modification des conclusions :
1. d'**AUTORISER** la Municipalité à entreprendre les travaux d'assainissement des conduites d'eaux usées, séparateur à graisse et rafraîchissement des locaux, proposés pour un montant total de Fr. 563'000. --, en y incluant une réserve suffisante pour l'achat de mobilier qui réponde aux standards actuels de l'hôtellerie pour offrir à nos hôtes un confort digne de ce magnifique établissement.
2. de lui **ACCORDER** à cet effet, à hauteur des travaux nets, le crédit nécessaire par le recours à l'emprunt bancaire dans le cadre du dernier plafond d'endettement voté,
3. d'**AMORTIR** l'investissement au cours de son exécution, par la réserve des bâtiments, par un prélèvement total de Fr. 84'000.-- via le compte 350.3320.00,
4. d'**AMORTIR** l'investissement net Fr. 479'000.--, la première année qui suit la fin des travaux, et cela durant une période de 20 ans, par le compte 350.3310.00.

DÉPÔT (SIGNATURE)

COMMUNE D'OLLON

SERVICE INFORMATIQUE

Ollon, octobre 2021

COMMUNICATION MUNICIPALE

Sécurité informatique

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux,

Les récents événements survenus à la Commune de Rolle ont suscité de nombreuses et justifiées interrogations dans toutes les communes vaudoises. Si le risque « zéro » n'existe pas, la Municipalité tient ici à vous donner quelques explications quant aux mesures qui avaient déjà été prises par notre Autorité, bien avant le piratage rollois.

Pour rappel, en juillet 2016, le serveur Exchange qui gère les emails de l'administration a été mis hors service par un virus entré via un courriel malveillant. Aucune rançon n'avait été demandée et le service a pu être rétabli après quelques semaines. La Municipalité avait alors décidé d'héberger la messagerie sur les serveurs de Microsoft et rappelé au personnel communal qu'il s'agit d'être vigilant avec les courriels douteux.

Fin 2020, le Conseil communal validait le budget 2021 dans lequel l'Exécutif proposait de prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir le label « Cyber Safe » pour la sécurité des systèmes d'informations.

Ce label a été défini par ses membres et partenaires que sont notamment la Confédération, l'EPFL, l'Union des Communes Vaudoises, la HES-SO ou la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, par exemple.

L'audit comprend entre autres une campagne de hameçonnage via l'envoi d'emails malveillants durant environ 3 semaines, ainsi qu'une analyse complète des connexions informatiques internes et externes.
Le résultat de la campagne de « pishing » a révélé un taux de clics malveillants de plus de 15 %. Ainsi, sur les quelque 200 courriels envoyés, une trentaine ont été ouverts par les collaborateurs au bénéfice d'une adresse emails. Si ce taux reste dans les limites admises par le label (17 %), il n'est pas satisfaisant pour la Municipalité.

De plus, le scannage complet du système informatique communal a mis en évidence plusieurs points à corriger, et les modifications suivantes ont été apportées :

- ✓ complexification des mots de passe pour les réseaux Wi Fi ;
- ✓ complexification des mots de passe des accès utilisateurs ;
- ✓ mise à jour des serveurs (firmware) ;

- ✓ remplacement du lecteur de fichiers PDF trop ancien, non mis à jour ;
- ✓ établissement d'une politique de sécurité ;
- ✓ établissement d'une directive d'utilisation du matériel informatique mis à disposition des collaborateurs.

Toutes les mesures préconisées ayant été prises, le label sera délivré prochainement après le dernier audit prévu fin octobre 2021.

Cependant, afin de maintenir ce niveau de sécurité et de conserver le label, la procédure sera reconduite tous les deux ans et des piqûres de rappel seront régulièrement réalisées auprès des collaborateurs communaux bénéficiant de matériel informatique.

En espérant avoir ainsi rassuré nos concitoyens, nous vous adressons Mme la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux, nous salutations distinguées.

La Municipalité

Place du Cotterd 1 – Case Postale 17 - 1867 OLLON
Tél. +41 (0)24 499 01 01 – commune@ollon.ch

COMMUNE D'OLLON

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 11 octobre 2021 / YV/sv

COMMUNICATION MUNICIPALE

Concept énergétique
Réponse à M. le Conseiller Stéphane COSANDEY

Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

Nous tenons à vous informer, par la présente, de la suite donnée quant à la mise en place d'un concept énergétique.

Lors de la séance du Législatif de décembre 2019, M. le Conseiller Communal Stéphane COSANDEY avait interpellé la Municipalité afin qu'elle dresse un bilan des actions effectuées depuis le rapport produit en 2012 par la société Bio Eco.

Une communication avait été établie lors du Conseil de juin 2020, stipulant que le rapport en question serait mis à jour afin de constater les actions entreprises.

Dans le courant de l'année 2020, différents échanges ont eu lieu entre Bio Eco et la Commission du développement durable.

Une mise à jour du document a été réalisée et celle-ci a été validée par l'Exécutif en décembre 2020.

Depuis début 2021, le document Bio Eco mis à jour est disponible sur le site de la Commune.

Afin d'élargir la vision relative au développement durable, il a été décidé de mandater un bureau d'études pour l'établissement d'un Concept Energétique Territorial. Mandat effectué par le bureau RWB, lequel a une bonne connaissance du territoire de la commune.

Le rapport contiendra des fiches actions à moyen-court terme.

A noter que ce mandat est subventionné à 50 % par le Canton.

Le rapport est en cours de finalisation et devra être présenté au Canton d'ici la fin de l'année. Il devrait être consultable au printemps 2022.

Nous ne manquerons pas de vous tenir informés de ce qui sera entrepris suite aux conclusions du rapport.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

La Municipalité

COMMUNE D'OLLON

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 11 octobre 2021 / PA

COMMUNICATION MUNICIPALE

Point de situation financier – Extension Collège de Perrosalle

Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

Les travaux sur le site de Perrosalle avancent selon le planning et, à ce jour, nous constatons avec satisfaction qu'aucun imprévu n'est à déplorer.

Le montant des contrats signés à ce jour est de CHF 22'662'380.--, soit 77 % du montant total pour la construction des bâtiments 1 et 4 (sans aménagements extérieurs), ceux-ci sont répartis entre les préavis 2018/14 et 2020/03.

Il en résulte, à ce jour, une économie d'environ CHF 522'000.-- sur le devis général.

Le montant hors taxe de CHF 3'300'000.-- pour divers et imprévus pour le préavis 2020/03 n'a pas été utilisé, celui-ci étant clairement provisionné pour la phase de transformation des bâtiments A et C, qui se déroulera dès la mise en service des nouveaux bâtiments.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

La Municipalité

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – POSTULAT

POS_____
(laisser libre)

Postulat Farine Léonard

TITRE DU POSTULAT
Villars, station de ski modèle dans le domaine de la gestion des déchets

DÉVELOPPEMENT DU POSTULAT

Vous aussi, vous rêvez de pouvoir dire que notre station de ski a montré l'exemple dans le domaine de la gestion des déchets ? Nous sommes convaincus que Villars peut devenir LA station de ski de référence dans le domaine, avec un plan d'action efficace et une bonne communication sur le sujet.

Durant la saison 2020/21, marquée par les limitations dues au COVID, les restaurants situés sur les pistes de ski ont été confrontés à de nouveaux défis. Ils ont accompli un travail énorme pour continuer à offrir un service à la clientèle tout en respectant de manière admirable et courageuse les consignes sanitaires. Ils ont traversé avec bravoure cette crise qui les a touchés directement.

Moyen de survie pour les restaurants en ces temps de crise et pratique pour les consommateurs, le « take-away » a fait son apparition. Malheureusement, avec son lot d'emballages à usage unique et ses déchets. Les restaurants du domaine skiable de Villars ont souvent su trouver des emballages recyclables pour diminuer leur impact au niveau des déchets, avec notamment des contenants en papier recyclé ou en bioplastique compostable. Malheureusement, les consommateurs ne savent pas toujours faire la différence entre plastique biosourcé et plastique pétrochimique. De plus, les filières de tri pour les déchets compostables sont encore absentes des lieux publics : ceux-ci finissent donc très largement à la poubelle.

Nous ne savons pas encore comment cette prochaine saison de ski sera impactée par le COVID. Mais nous savons qu'il reste un peu moins de 2 mois avant le 4 décembre et l'ouverture des pistes. Nous sommes donc encore dans les temps pour mettre en place un plan coordonné de gestion des déchets sur le domaine skiable, qui accompagnera les restaurateurs pour mettre en place un système de tri efficace, avec des poubelles à même d'accueillir tous les déchets des skieurs, et ceci dès le début de la saison.

Il faudrait idéalement s'assurer que les skieuses et skieurs puissent avoir accès à des poubelles séparées pour :

- le PET
- l'aluminium
- le verre
- le carton/papier
- les déchets non recyclables

La commune d'Ollon est partiellement propriétaire du domaine skiable, des installations et de quelques-uns des restaurants. Nous sommes donc responsables des déchets que nous produisons sur le domaine skiable et que nous mettons entre les mains de nos clients skieurs. Il est donc impératif qu'en tant que commune, nous prenions les bonnes décisions en amont, avec comme objectif de permettre à notre domaine skiable de se présenter comme LA référence dans le domaine de la gestion des déchets.

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

La solution ? Oser le réutilisable !

Un système est déjà en place sur la commune pour les manifestations qui peuvent louer des « Eco Cups » et ainsi éviter beaucoup de déchets[1].

Les restaurateurs pourraient être invités à se coordonner et se mettre directement en lien avec un organisme qui accompagne les entreprises sur le chemin de la vaisselle réutilisable. Nous connaissons par exemple « reCIRCLE[2] », qui a fait ses preuves partout en Suisse et dont le réseau s'agrandit chaque jour. Un contenant est acheté 10.- par un skieur. Il est ensuite ramené et remboursé après utilisation. C'est facile et durable, l'énergie utilisée pour la fabrication d'une assiette réutilisable étant déjà compensée au 7ème lavage. Et, cerise sur le gâteau, la vaisselle réutilisable est même meilleur marché à moyen terme que le jetable, ce qui est évidemment très intéressant pour les restaurants !

Voici le plan d'action que nous proposons à la Commune pour le domaine skiable :

1. Une coordination entre les gérances des restaurants
2. Une information claire et uniforme aux skieurs concernant le recyclage et des « Recycle Angels »
3. De la vaisselle réutilisable si le take-away refait son apparition (interdiction communale de proposer de la vaisselle jetable à usage unique)
4. Des poubelles permettant le tri (pour les 5 catégories de base : déchets non recyclables, PET, aluminium, verre, carton/papier)

Oui, cela demande un effort certain, mais le jeu en vaut la chandelle, tout le monde en sortira gagnant !

Merci de soutenir ce postulat.

CONCLUSION DU POSTULAT

Au vu de ce qui précède, je demande donc à la Municipalité d'étudier et de rapporter sur la gestion des déchets sur le domaine skiable de Villars pour la saison 2021/22.

SOUHAIT	SIGNATURE
☑ souhaite une prise en considération immédiate ☐ renvoi à une commission pour étude de la recevabilité	

Chaque membre du Conseil peut exercer son droit d'initiative en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la Municipalité à ***étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport****. Le postulat n'a pas d'effet contraignant pour la Municipalité, si ce n'est* ***l'obligation d'analyser une situation*** *et de* ***rédiger un rapport****. Le postulat peut porter sur une compétence du Conseil communal ou de la Municipalité.*

[1] https://www.ollon.ch/N8424/manifestation-gobelets-eco-cup.html

[2] https://www.recircle.ch/fr

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – INTERPELLATION

INT_____
(laisser libre)

Postulat Emmanuel Estoppey – Les Vert-e-s

TITRE DU POSTULAT
Ollon – Villars s'engage pour le climat

DÉVELOPPEMENT DU POSTULAT

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères,
Messieurs les Conseillers,

« Afin de garantir la qualité de vie dans le canton, il est primordial d'agir à toutes les échelles et dès à présent pour répondre à l'urgence climatique et limiter l'augmentation de la température moyenne de la planète à 1.5 C° par rapport aux niveaux préindustriels. »

Ce sont par ces mots que le Canton de Vaud, sur son site internet, appelle tous les acteurs du canton à agir pour répondre à l'urgence climatique. Sous l'impulsion de la Conseillère d'Etat Christelle Luisier, le canton propose désormais un plan climat qui s'articule autour de 3 axes stratégiques à savoir :

- *réduire de 50% à 60 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) du territoire cantonal d'ici 2030 et de viser la neutralité climatique au plus tard en 2050.*
- *limiter les risques et adapter les systèmes naturels et humains.*
- *documenter les effets des mesures prises et l'impact des changements climatiques sur le territoire.*

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, le Canton demande à tous les acteurs de travailler dans ce sens et propose aux communes l'appui d'experts pour la mise en place d'un plan climat. Le Grand Conseil a récemment voté un crédit d'investissement de 2,4 millions de francs pour financer l'accompagnement des communes dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur politique climatique.

L'année 2021 nous a apporté son lot de d'évènements naturels qui donne le ton de ce que nous serons amenés à vivre de manière plus prononcée dans un avenir proche. Les glissements de terrain au col de la Croix, un nouvel éboulement à la Glaivaz, les pluies trop abondantes sur les cultures ont marqué les esprits. En Europe, les experts et les autorités politiques s'accordent pour reconnaître que les inondations meurtrières et les incendies dévastateurs liés au dérèglement climatique seront de plus en plus fréquents et vont toucher toutes les régions.

Nous savons désormais avec certitude, et de manière unanime, qu'il nous faut agir vite et à tous les niveaux. La question n'est plus de savoir si un plan climat est nécessaire mais quel plan climat pourrions-nous mettre en place pour permettre à nos habitants, notre économie et à nos enfants de relever les défis que seront les nôtres demain.

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – INTERPELLATION

INT_____
(laisser libre)

CONCLUSION DU POSTULAT
Au vu de ce qui précède, je demande à la Municipalité d'étudier la conceptualisation et le déploiement d'un plan climat communal, s'appuyant sur les conseils d'experts proposés par le canton, incluant les recommandations de l'étude énergétique de la commune et de présenter un rapport au Conseil communal dans l'année qui suit le dépôt de ce postulat.

SOUHAIT	SIGNATURE?
☐ souhaite une prise en considération immédiate	